

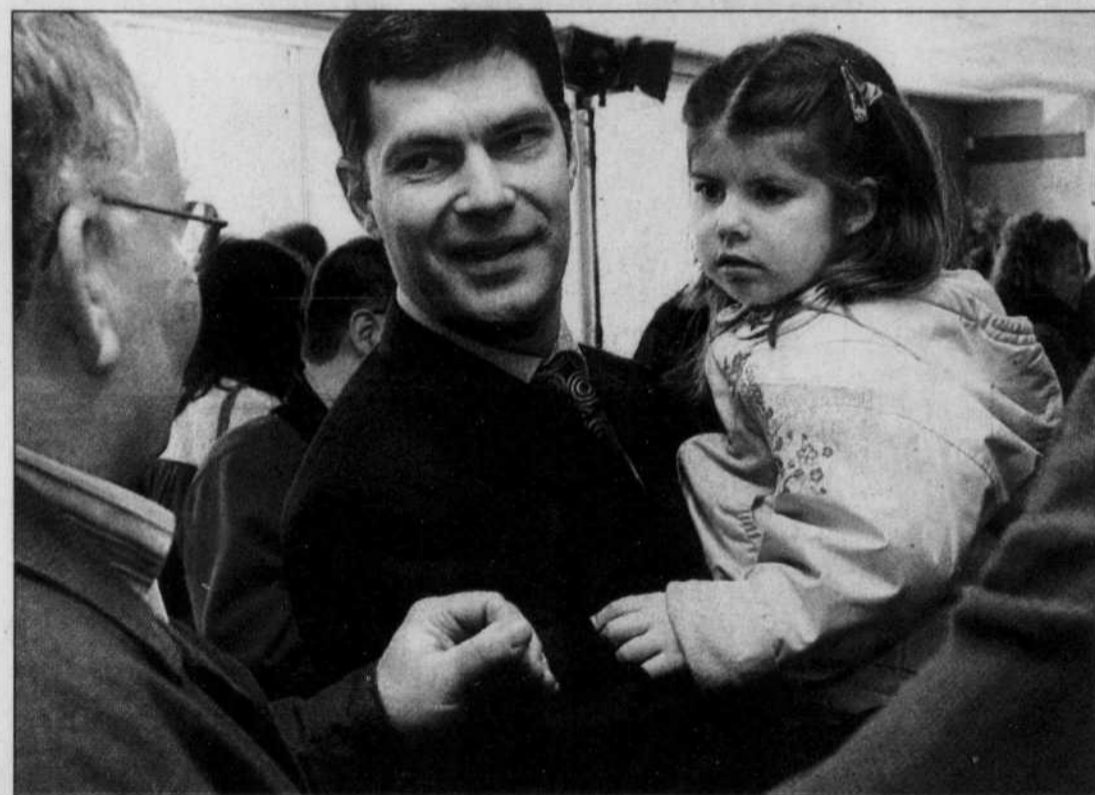
LE DEVOIR



Hier, les chefs ont salué leurs électeurs une dernière fois sur le terrain avant le scrutin. À gauche, Jean Charest et son épouse Michèle à Saint-Hyacinthe. À droite, André Boisclair à Chambly.

Ruée vers les urnes en perspective

Un fort taux de participation est attendu aujourd'hui



Mario Dumont prenant un dernier bain de foule à Rivière-du-Loup, hier.

ALEXANDRE SHIELDS

C'est finalement aujourd'hui, après 33 jours d'une campagne électorale des plus chaudes, que les électeurs se rendront aux urnes pour la 38^e élection générale de l'histoire du Québec. Et avec des sondages qui prédisent une chose et son contraire, la table est mise pour une ruée vers l'urne, mais aussi pour une soirée électorale qui promet son lot de surprises. Les chefs ont donc tenté de chauffer leurs machines politiques à bloc hier, lors de leur traditionnel blitz de fin de campagne, afin de faire sortir le vote.

Au bureau du Directeur général des élections (DGE), on est certain que la multiplication des chaudes luttes entre le Parti libéral, le Parti québécois et l'Action démocratique aura un effet bénéfique sur le taux de participation, qui a chuté à 70,42 % en 2003, soit le taux le plus bas depuis... 1944. «On voudrait atteindre au moins 78 à 80 % de taux de participation, pour revenir à ce qu'on a connu en 1998 et 1994», a indiqué hier la porte-parole du DGE, Myriam Régnier.

VOIR PAGE A 10: URNES

Un scrutin qui donne des maux de tête même aux mathématiciens

ANTOINE ROBITAILLE

Les modèles mathématiques ne s'entendent pas sur l'issue du scrutin de ce soir. Après une dizaine de «projections», le chercheur Greg Morrow, auteur du site Internet DemocraticSpace, a révélé sa «prédiction», hier: selon lui, les libéraux formeront un gouvernement minoritaire avec 55 sièges (35,7 %), les péquistes en obtiendront 47 (avec 29,9 %) et l'Action démocratique, 23 (25,9 % d'appui). Autre site Internet proposant un modèle mathéma-

tique (moins raffiné que celui de Morrow), «Election Predictor», de HKDP, entrevoit — tant à partir du dernier CROP que du dernier Léger — une égalité de sièges pour les deux principaux partis: 50 libéraux, 50 péquistes et 25 adéquistes.

Il est très probable, presque certain, que le Québec se donnera aujourd'hui pour une première fois depuis 1878 un gouvernement minoritaire. Il est possible du reste qu'on ne sache pas dès ce soir qui sera

VOIR PAGE A 10: SCRUTIN

■ Autres textes sur la campagne en pages A 3, A 5, A 6 et B 7

Présidentielle française

Royal et Sarkozy se disputent le thème de la nation

CHRISTIAN RIOUX

Paris — «Tous les Français devraient avoir chez eux le drapeau tricolore» pour afficher «aux fenêtres, comme cela se fait dans d'autres pays, le jour de la fête nationale». L'affirmation était faite vendredi devant une foule en liesse à Correns, dans le Var. La veille, à Marseille,

7000 personnes avaient entonné d'un même souffle *La Marseillaise*. Ces deux scènes croquées sur le vif dans la campagne électorale française ne se sont pas produites dans des assemblées du Front national, ni même de l'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy. Non, c'est bien dans des assemblées de la candidate socialiste Ségolène Royal que l'on brandit ces jours-ci le drapeau tricolore.

L'affaire est considérée comme une vraie révolution chez des socialistes qui, hier encore, préféraient *L'Internationale* à l'hymne composé par Rouget de Lisle. «*Marianne Royal*», titrait ce week-end le quotidien *Libération* qui associe la candidate à cette frêle jeune fille qui personnifiait la république. En légère hausse dans les sondages, qui la mettent presque à

VOIR PAGE A 10: IDENTITÉ

INDEX

Annonces.....	B 6	Idées.....	A 9
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 5
Convergence..	B 7	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	B 3	Sudoku.....	B 4
Éditorial.....	A 8	Télévision.....	B 7

L'ENTREVUE

Sept hommes et un conflit

La Deuxième Guerre mondiale revisitée par l'historien et auteur Marc Ferro

Ils étaient sept. Sept hommes à avoir particulièrement marqué l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Dans son dernier livre, l'historien français Marc Ferro, directeur de l'École des hautes études en sciences sociales, a voulu la réévaluer à travers le regard de Staline, Hitler, Mussolini, Hirohito, Churchill, De Gaulle et Roosevelt. Et il révèle des informations inédites.

LISA-MARIE GERVAIS

On croyait pourtant que tout avait été dit et écrit sur cette époque traumatisante du XX^e siècle. Rien que sur Pearl Harbor, il existe déjà près de mille livres et articles, rappelle Marc Ferro en ouverture de son plus récent ouvrage, *Ils étaient sept hommes en guerre*.

Rien n'avait pourtant été écrit sur la vraisemblable aversion de Mussolini envers Hitler, qu'il ne cesse jamais de prendre pour un fou même s'il décide de le suivre. Pas plus que l'on avait étalé au grand jour l'admiration secrète qu'avait Hitler pour Churchill, qu'il détestait pourtant profondément.

«Je m'y suis résolu [à écrire un autre livre sur la Deuxième Guerre mondiale] parce que j'ai eu le sentiment que, pour analyser les données de ce conflit, j'avais pu bénéficier d'une expérience nouvelle», note dans son livre l'historien et ancien directeur de l'Institut du monde soviétique et de l'Europe centrale.

Cette «expérience nouvelle» dont parle modestement Marc Ferro réside dans le fait qu'il est un des rares, pour ne pas dire le seul, à avoir vu la quasi-totalité des archives cinématographiques existant sur la période de la Deuxième Guerre mondiale.



DOMINIQUE CARTON

L'historien français Marc Ferro

En préparation à *Histoire parallèle*, une émission de télévision française sur Arte qu'il a animée pendant 12 ans, entre 1989 et 2001, l'historien a vu durant cette période les archives audiovisuelles d'une bonne demi-douzaine de pays, dont le Japon, la Hongrie et l'Italie.

VOIR PAGE A 10: FERRO

IDÉES

Les réflexions électorales de Fred Pellerin

■ À lire en page A 9



BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE

Louis Gauthier
Voyage au Portugal avec un Allemand



Gauthier, l'anti-touriste

112 pages • 8,95 \$

www.livres-bq.com



AUJOURD'HUI

De 9h30 à 20h

JE M'EXPRIME, JE VOTE
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Pour savoir où aller voter, consultez la **carte de rappel**
que vous avez reçue par la poste.

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846) www.electionsequbec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

QUÉBEC 2007



Chantal Hébert

Lendemain de veille

Tout en souhaitant une victoire libérale ce soir, le premier ministre Stephen Harper va avoir les yeux rivés sur la performance de l'Action démocratique et prier pour que le Parti québécois perde son pari de revenir au pouvoir.

Dans l'éventualité d'une victoire péquiste, la prudence pourrait dicter au chef conservateur de renoncer à l'hypothèse d'élections printanières. À l'extérieur du Québec, le retour aux affaires du PQ — même minoritaire et même sans les moyens parlementaires de ses objectifs référendaires et l'appui d'une vaste majorité de Québécois — serait perçu comme un désaveu du fédéralisme d'ouverture prôné par Stephen Harper.

Dans tous les autres scénarios, par contre, le résultat québécois sera vraisemblablement inscrit dans la colonne des motifs susceptibles d'encourager le chef conservateur à retourner aux urnes aussi tôt que possible. Il pourrait y arriver soit en prenant l'initiative de déclencher un scrutin, soit plus probablement en faisant d'un vote perdu d'avance par son gouvernement une question de confiance.

M. Harper ne verrait pas dans l'élection d'un gouvernement minoritaire libéral un rejet de ses ouvertures budgétaires. Même si le budget n'a pas eu d'impact positif sur la campagne de Jean Charest, les premiers sondages ont déjà montré que c'est au Québec qu'il a été le mieux reçu. C'est en partie à cause de ce bon accueil que, à l'échelle canadienne, deux sondages indiquent que le budget a ouvert la voie à une majorité conservatrice dans les intentions de vote.

La montée de l'ADQ a implicitement confirmé que la percée conservatrice des élections fédérales de 2006 au Québec n'était pas le fruit d'un concours de circonstances

adieu, deux sondages indiquent que le budget a ouvert la voie à une majorité conservatrice dans les intentions de vote.

Vue des officines conservatrices à Ottawa, la montée de l'ADQ au cours de la campagne électorale a été perçue comme un phénomène positif. Elle a implicitement confirmé que la percée conservatrice des élections fédérales de 2006 au Québec n'était pas le fruit d'un concours de circonstances, mais bien le signe d'un changement de paradigme favorable à l'émergence d'une force conservatrice digne de ce nom sur l'échiquier québécois.

Les sentiments contradictoires qu'a inspirés la progression adéquate aux stratégies conservatrices fédérales et à ceux de Jean Charest ont alimenté bien des tensions entre les deux au fil de la campagne québécoise. Ces tensions ont culminé pendant la dernière semaine de la campagne.

Du côté du PLQ, on aurait préféré que l'équipe Harper ne profite pas du dépôt du budget la semaine dernière pour proclamer aussi lourdement la fin du débat sur le déséquilibre fiscal. Et alors que la plupart des analystes ont surtout retenu de la déclaration du premier ministre fédéral voulant qu'il ne reformerait pas le fédéralisme en tandem avec un partenaire péquiste qu'il tentait de nuire au PQ, dans l'entourage de Jean Charest, on a noté avec agacement que M. Harper n'excluait pas de poursuivre le dialogue avec un gouvernement adéquiste.

De son côté, en sortant le lapin d'une baisse générale des impôts des particuliers du chapeau de la péréquation dès le lendemain du budget Harper, M. Charest a joué un mauvais tour à son allié fédéral. Son geste a provoqué un début de ressac contre le budget dans certains milieux du reste du Canada. Le gouvernement conservateur, qui avait produit un ensemble de mesures populistes destinées à lui donner un élan décisif dans les intentions de vote, s'est retrouvé sur la défensive.

En attendant, fièvre électorale aidant, on a très sommairement classé le budget de la semaine dernière comme une vaste tentative de séduction à l'égard du Québec et de l'électorat ontarien.

Il est tout à fait exact que le principal objectif politique à court terme du gouvernement Harper consiste à mettre en place les éléments d'une majorité conservatrice. Dans cet esprit, il a produit un budget ciblé sur la classe moyenne et sur l'électorat urbain qui est à la clé d'une victoire électorale au Canada.

Mais à l'instar du budget de 1995, qui avait mis le Canada sur la piste du déficit zéro, celui de 2007 passera également à l'histoire comme un événement charnière en matière de fédéralisme fiscal. Le budget fédéral de la semaine dernière ne règle peut-être pas le déséquilibre fiscal dans les sens des rêves des élites québécoises, mais il modifie bel et bien l'équilibre fiscal entre Ottawa et les provinces.

Il y arrive non pas en modifiant la formule de péréquation de façon à bonifier la part québécoise du gâteau, mais en rétablissant la règle du calcul des transferts sociaux au prorata de la population de chaque province. Ce changement est beaucoup plus fondamental que l'instauration d'une nouvelle formule de péréquation et il est à l'avantage des provinces riches. La formule actuelle leur imposait un manque à gagner récurrent. De ce fait, elle nivelait encore davantage le terrain entre provinces plus et moins bien nanties.

À cet égard, le budget de la semaine dernière ne constituait qu'un acompte puisque, dans un premier temps, seules les sommes destinées à l'éducation postsecondaire et à l'aide sociale seront réajustées. Le vrai pactole attend les provinces bien nanties dans six ou sept ans, quand le transfert pour la santé — beaucoup plus riche celui-là — sera augmenté à hauteur de leur poids démographique.

En fait, cela fait de l'Alberta et de l'Ontario les vraies provinces gagnantes à long terme du nouveau pacte fiscal proposé la semaine dernière. Le fait que la première constitue la base politique du parti de M. Harper et que la seconde soit essentielle à un succès électoral durable sur le plan fédéral ne tient pas au hasard. Cela correspond à l'ambition du premier ministre de faire de sa formation le parti naturel de gouvernement au Canada.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

La lutte pour la majorité est « extrêmement serrée », estime Boisclair

Le chef péquiste doute de Mario Dumont lorsqu'il refuse à l'avance de se joindre à une éventuelle coalition souverainiste

MARTIN OUELLET

Graby — Une vingtaine de circonscriptions sont encore susceptibles de passer dans un camp ou dans l'autre, rendant « extrêmement serrée » la lutte pour former un gouvernement majoritaire, a estimé, hier, André Boisclair.

À quelques heures du jour J, le chef péquiste conservait l'espoir de faire élire suffisamment de candidats aujourd'hui pour obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, mais il reconnaissait que le sort de son parti reposait en grande partie entre les mains des électeurs d'une vingtaine de circonscriptions.

« J'ai regardé attentivement les sondages qui sont faits chez nous, et ce sera une lutte très, très, très serrée. Il y a 15-20 comtés où, nous-mêmes, nous avons de la difficulté à voir de quelle façon ça va balancer, a affirmé M. Boisclair, hier. Tout est possible [ce] lundi soir. »

Le chef du Parti québécois (PQ) a mis un terme à sa campagne en sillonnant les circonscriptions montréalaises de Soutanges, Crémazie, Marguerite-d'Youville, Shefford et Chambly, des circonscriptions où la lutte des partis est vive pour l'emporter ce soir.

À l'occasion de son dernier point de presse quotidien de la campagne électorale, M. Boisclair a lancé un ultime appel au vote, mettant à nouveau les Québécois en garde contre « la colère, le cynisme et la protestation » qu'exploite l'Action démocratique (ADQ) pour gagner des appuis.

Dans la circonscription de Chambly, aux côtés de l'ancienne ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, et du candidat-vedette Bernard Drainville, le leader péquiste en a remis sur le compte de Mario Dumont.

Le chef de l'ADQ a fait une campagne au ras des pâquerettes, se livrant à des « attaques sales et personnelles » qui prouvent qu'il est indigne de confiance, a dit M. Boisclair à une centaine de partisans.

D'ailleurs, M. Boisclair n'est toujours pas convaincu de la sincérité des convictions de Mario Dumont lorsqu'il refuse à l'avance de se joindre à une éventuelle coalition souverainiste.

« Évidemment, il est en campagne électorale, mais, quand il verra les faits, il pourra changer d'avis », a-t-il dit. La veille, le chef péquiste avait évoqué la possibilité de créer une coalition avec l'ADQ pour tenir un nouveau référendum dans l'hypothèse où le rapport du juge Bernard Grenier sur l'Option Canada confirmerait la thèse selon laquelle les fédéralistes ont « voté » le référendum de 1995.

En fermant la porte à une éventuelle reprise des hostilités référendaires, M. Dumont se « livre pieds et mains liés » au premier ministre du Canada, Stephen



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

André Boisclair était de passage dans la circonscription de Chambly, aux côtés de l'ancienne ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, du candidat-vedette Bernard Drainville et de Pierre Curzi. Le chef du PQ a lancé un ultime appel au vote, mettant à nouveau les Québécois en garde contre « la colère, le cynisme et la protestation » qu'exploite l'Action démocratique (ADQ) pour gagner des appuis.

Harper, comme il l'avait fait « devant des gens d'affaires de Toronto » dans un discours prononcé en 2002, a fait valoir M. Boisclair.

« Je suis toujours été étonné par le peu de sens de l'État dont M. Dumont a fait preuve depuis le début de la campagne. Ce que je constate, c'est que M. Dumont craque sous la pression », a-t-il analysé.

Le défi auquel fera face le Parti québécois aujourd'hui sera celui de « faire sortir » le vote, a martelé M. Boisclair. Pour encourager les électeurs à se rendre aux urnes, il leur a rappelé qu'ils avaient le pouvoir de punir Jean Charest.

« Prendre cinq minutes pour se débarrasser de Jean Charest, il me semble que c'est une bonne aubaine », a-t-il dit au cours d'une assemblée partisane dans la circonscription de Soutanges, à Coteau-du-Lac, où se présente l'ancien président de la CSN, Marc Lavolette.

Le chef du Parti québécois entendait profiter des dernières heures de cette campagne extrêmement serrée pour tenter d'arracher des appuis aux libéraux mais surtout à l'Action démocratique où de nombreux nationalistes déçus par le PQ ont trouvé refuge.

Les dernières heures seront déterminantes pour l'issue du scrutin, a-t-il fait comprendre.

« Un vote pour l'ADQ, c'est un vote pour une équipe qui a fait honte à Mario Dumont lui-même », a prévenu le leader péquiste.

Les électeurs, a-t-il poursuivi, doivent y penser deux fois avant de voter pour l'ADQ, puisque la division du vote risque de favoriser le Parti libéral du Québec. « C'est le risque de rester pris avec Jean Charest. Quatre ans, c'est beaucoup trop long », a argué M. Boisclair.

Presse canadienne

Dumont: « C'est un lundi qui va passer à l'histoire »

Le chef adéquiste croit que Jean Charest « essaie d'inventer des coalitions » entre le Parti québécois et l'Action démocratique

ROBERT DUTRISAC

Rivière-du-Loup — En cette dernière journée de campagne électorale, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a affirmé qu'il y a « un vent de changement » qui souffle au Québec et qui se traduira par « un vote historique » aujourd'hui.

« Ce n'est pas un lundi de vote ordinaire », a déclaré Mario Dumont dans une courte allocution à Trois-Pistoles, dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, devant une centaine de ses partisans. « Il y a quelque chose de profond qui se passe dans le Québec. C'est un lundi qui va passer à l'histoire, c'est un lundi qui va rester marqué comme un changement politique important dans la vie commune de la population du Québec. »

Le chef adéquiste a entrepris sa dernière journée de campagne en s'arrêtant dans trois circonscriptions libérales où les chances de l'ADQ de l'emporter apparaissent nulles au moment du déclenchement des élections. Il est passé dans Jean-Talon, où se présente le ministre de la Santé et Services sociaux, Philippe Couillard, puis dans Louis-Hébert, où c'est Sam Hamad qui cherche à se faire réélire et, enfin, dans Kamouraska-Témiscouata, où le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchard, semble éprouver certaines difficultés. « On est sur le terrain des artisans de l'échec libéral », a dit Mario Dumont.

Plus tard à Trois-Pistoles, le chef adéquiste s'en est pris à Jean Charest qui « essaie d'inventer des coalitions » entre le PQ et l'ADQ en brandissant « l'épouvantail » du référendum. « La



MATHIEU REUTERS REUTERS

Dans une courte allocution à Trois-Pistoles, dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, Mario Dumont a déclaré qu'aujourd'hui « est un lundi qui va rester marqué comme un changement politique important dans la vie commune de la population du Québec ».

coalition, demain [aujourd'hui], qui va se faire juger, c'est la coalition PQ-libérale contre le changement, la coalition Boisclair-Charest qui ont des programmes identiques, qui n'ont rien à proposer aux Québécois », a lancé M. Dumont qui a terminé la journée à Rivière-du-Loup.

Jean Charest et André Boisclair « essaient désespérément de se raccrocher à leur job. J'ai quelque chose à leur dire: oui, il y a un vent de changement sur le Québec et je pense que demain [aujourd'hui], ils vont être dépeçés », a-t-il raillé.

En matinée, M. Dumont n'a pas manqué de viser sa cible favorite, affirmant qu'André Boisclair et le mouvement souverainiste étaient dans « un cul-de-sac ».

André Boisclair « est piégé dans le piège à homards de Jacques Parizeau », a livré Mario Dumont au cours d'un point de presse dans la circonscription de

Louis-Hébert à Québec. « Jacques Parizeau, en disant qu'il n'y aurait pas de référendum possible en cas de gouvernement minoritaire, il a placé André Boisclair dans une situation terrible. Il arrive à la dernière journée de la campagne et il est au bout d'un corridor, il est seul: un homme seul, isolé. Toutes les portes sont barrées autour de lui. »

Samedi, le chef adéquiste avait réitéré qu'il rejetait toute idée de participer à une coalition avec André Boisclair en vue de la tenue d'un troisième référendum. « Il est un peu comme un noyé qui essaie de faire couler quelqu'un avec lui. [...] On ne veut pas couler avec lui », a-t-il dit.

André Boisclair ne peut sortir du cul-de-sac dans lequel il est « coincé » parce que « ça le condamnerait à devenir autonomiste. Il serait obligé de dire que la seule option pour lui advenant l'impossibilité d'un référendum, c'est de se rallier à une forme d'autonomie », a avancé Mario Dumont.

« L'option gagnante pour les Québécois, c'est de s'unir autour de l'autonomie », estime le chef adéquiste. « Si on regarde ces dernières années, le PQ a de plus en plus de misère à démontrer l'urgence, la pertinence, le bien-fondé de refaire un troisième exercice auquel les Québécois se sont déjà prêtés deux fois. »

À un journaliste anglophone qui lui demandait quel était son attachement pour le Canada, Mario Dumont a répondu que son engagement, il était à l'endroit du Québec. « J'aurais la possibilité d'aller en politique fédérale. Je suis resté en politique au Québec. Je veux servir le Québec. Je veux travailler pour le Québec, mais à l'intérieur du Canada », a-t-il dit.

Le Devoir

Le français: UN DÉFI

Michel DAVID

LE FRANÇAIS: UN DÉFI

Pour tous les niveaux du secondaire

Cahiers 1^{er} à 5^e secondaire
19,05 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

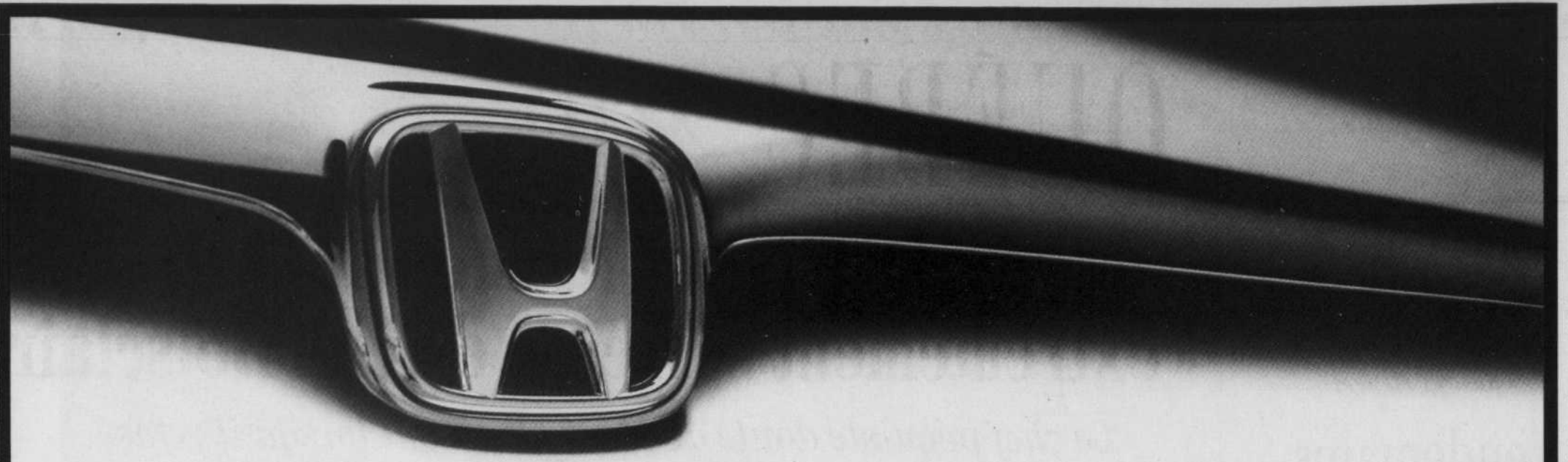
François Gendron

avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT



Voyagez en première

À l'achat votre concessionnaire vous offre
>1500 \$
à utiliser à votre guise*



Berline Accord SE illustrée

Gagnante
« 10 meilleures voitures 2007 »
- Car and Driver

Accord DX-G 2007

Prix de location à partir de

298 \$* **0 \$**

par mois/48 mois

dépôt de sécurité

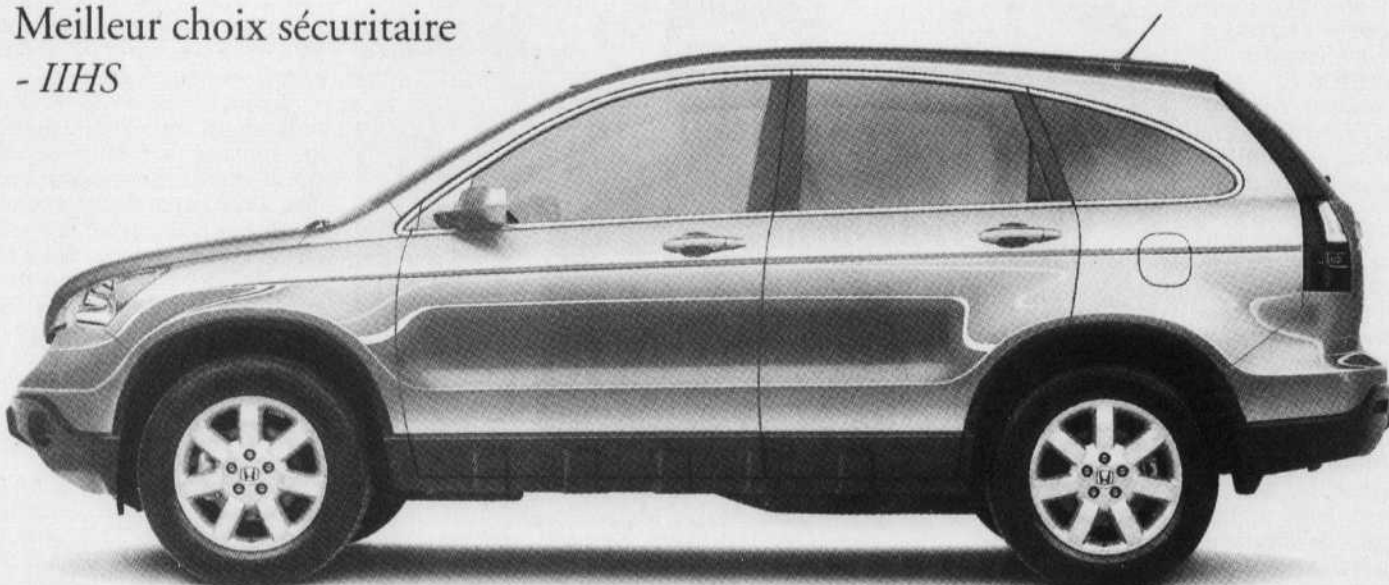
Comptant requis	Mensualité par mois/48 mois
0 \$	348 \$*
718 \$	328 \$*
1998 \$	298 \$*

Taux de financement à l'achat à partir de

1,9%

Incluant **96 000 km** Transport et préparation inclus en location seulement

Meilleur choix sécuritaire
- IIHS



CR-V EX-L 2007 illustré

CR-V LX 2RM 2007

Prix de location à partir de

298 \$* **0 \$**

par mois/48 mois

dépôt de sécurité

Taux de financement à l'achat à partir de

3,9%

Incluant **96 000 km** Transport et préparation inclus en location seulement



L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez hondaquebec.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

OUI, ON A FAIT
LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

hondaquebec.ca



HONDA

*Les offres de location-ball sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2007 mentionnés ci-dessus. Période de location de 48 mois. Pour les véhicules, sont identifiés : a) le montant mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Berline Accord DX-G (modèle CM5317E) : a) 298 \$, b) 1 998 \$, c) 16 302 \$. CR-V LX 2RM (modèle RE3837E) : a) 298 \$, b) 1 998 \$, c) 20 445 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. La carte-cadeau de 1 500 \$ incluant les taxes est applicable sur tous les modèles Accord à l'achat seulement. L'offre n'est pas transférable et ne peut être jumelée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Offre d'une durée limitée sujette à changements sans préavis par le manufacturier.

QUÉBEC 2007

Projets éoliens de Siemens

Québec solidaire critique la décision des libéraux

Le parti reconnaît toutefois qu'il aurait aussi refusé le projet

FABIEN DEGLISE

La boucle est bouclée. Après avoir commencé sa campagne avec le vent, en parlant de nationalisation de l'éolien, Québec solidaire (QS) a marqué hier ses derniers pas dans la course électorale dans le vent en réitérant sa volonté de développer cette forme d'énergie sous propriété publique s'il était conduit au pouvoir par les électeurs demain soir.

La formation politique en a également profité pour dénoncer le gouvernement Charest qui, en 2005, aurait «boudé un projet d'éoliennes de 4,5 milliards», comme le révélait *Le Devoir* dans son édition de fin de semaine.

«C'est incompréhensible, a commenté Françoise David, porte-parole féminine de QS lors d'une conférence de presse tenue à Montréal hier matin. Mais, en même temps, ça montre bien l'obsession du gouvernement du Québec pour l'hydroélectricité.»

Dans les grandes lignes, Québec aurait refusé en avril 2005 une proposition de Siemens Wind Power. La multinationale allemande souhaitait construire une usine de fabrication d'éoliennes au Saguenay ainsi qu'un centre de recherche dans la région de Montréal. Le tout pour alimenter un mégaprojet de développement éolien de 3000 MV dans le Grand Nord. Finalement, devant le refus de Québec, l'entreprise a plutôt jeté son dévolu sur l'Iowa, aux États-Unis, pour y construire sa base nord-américaine.

Tout en reconnaissant qu'il aurait lui-même refusé ce projet, Québec solidaire estime toutefois qu'une telle proposition de Siemens montre bien «qu'il y a des retombées économiques importantes à attendre» du secteur de l'énergie

éolienne, a indiqué Mme David. Cela prouve aussi que l'idée de QS «d'un développement systématique et majeur de l'éolien, sous contrôle public et en partenariat avec les communautés locales, est viable et faisable», a-t-elle ajouté tout en précisant que ce développement devrait servir en priorité les intérêts des entreprises du Québec, plutôt que des multinationales étrangères.

Solidaire dans la critique

La critique de QS a été appuyée par la Fondation Rivières qui hier s'est dite également déçue d'apprendre qu'un aussi gros projet de développement éolien avait été repoussé du revers de la main par le gouvernement Charest. D'autant que l'investissement aurait été un substitut intéressant à la construction du barrage Eastmain1A qui va entraîner la dérivation du cours supérieur de la rivière Ruppert, estime le groupe de pression

«Le gouvernement Charest et Hydro-Québec ont caché un projet qui aurait permis non seulement de sauver la rivière Ruppert, mais aussi de positionner le Québec comme chef de file dans l'économie verte en plus de créer des milliers d'emplois permanents dans différentes régions», a commenté Suzann Méthot, porte-parole de la Fondation.

Au coût de 4,5 milliards de dollars, le plan Siemens Wind Power pour le Québec aurait permis la production de 9 térawatt-heure (TWh) avec des éoliennes installées près des barrages de la Baie James, mais aussi sur la Côte-Nord. À titre comparatif, le détournement de la Ruppert à des fins hydroélectriques vise à produire 8,5 TWh, selon Hydro-Québec.

Le Devoir

Charest met en garde les électeurs contre la « coalition » ADQ-PQ

KATHLEEN LÉVESQUE

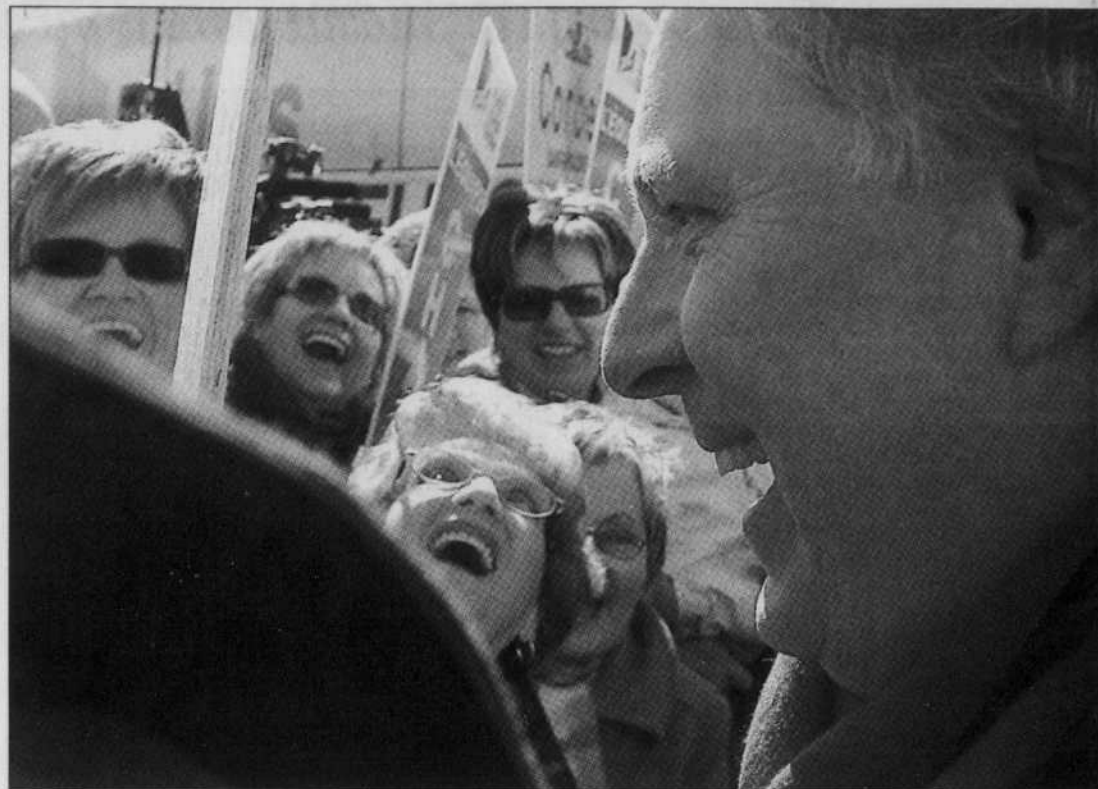
Le premier ministre Jean Charest a confiance dans l'«instinct» des Québécois qui savent que la défense de «notre identité» passe par un gouvernement majoritaire. Du coup, il a mis en garde les électeurs contre la division qu'entraînerait la coalition qui semble se dessiner entre péquistes et adéquistes.

Au dernier jour de campagne, après des milliers de kilomètres parcourus dans la province, Jean Charest a lancé un ultime appel aux électeurs qui ne veulent pas replonger dans un débat référendaire. Selon lui, ce n'est pas par accident que la question nationale resurgit en fin de campagne puisque ses adversaires, qui ont l'habitude de travailler ensemble, comme ce fut le cas lors du référendum de 1995, veulent réchauffer à nouveau «les autobus du OUI» pour y faire «monter à bord les mêmes acteurs».

Ainsi, le chef du Parti libéral du Québec a dénoncé la tentative de coalition présentée par André Boisclair et rejetée par Mario Dumont. «On voit bien que Mario Dumont et l'ADQ ouvrent la porte à ces invitations-là. L'ambiguïté de M. Dumont amène M. Boisclair à poser le geste qu'il a fait. Il y a un geste qu'on peut poser comme Québécois, pour tous ceux qui ne veulent pas de référendum, c'est voter libéral», a rappelé hier Jean Charest.

Il ne croit toutefois pas que l'idée de la souveraineté disparaîtra avec une éventuelle défaite du Parti québécois. «Je pense qu'il y aura toujours au Québec des gens qui défendent cette idée. Je ne me suis jamais inscrit dans l'école qui prévoit la disparition des uns et des autres, a expliqué M. Charest. J'ai beaucoup de respect pour ceux qui choisissent l'action politique et qui défendent leurs idées.»

Dans le dernier droit, le chef libéral a fait des arrêts dans huit circonscriptions où les luttes s'anonnent serrées, afin de fouetter



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Un gouvernement fort est la seule façon de défendre nos intérêts et de défendre ce que nous sommes», a soutenu Jean Charest. Hier, le premier ministre a fait un des derniers arrêts de sa campagne à Saint-Hyacinthe, devant une foule visiblement conquise.

ses troupes. Lors de son point de presse matinal, M. Charest est revenu à la charge, comme au cours des derniers jours, sur l'affaiblissement du Québec dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire. «D'instinct, on sait qu'on doit se tenir. C'est la façon de défendre notre identité», a-t-il expliqué.

Le chef libéral estime que si les Québécois élisent un gouvernement minoritaire, cela affaiblira le Québec. Le plus récent gouvernement minoritaire au Québec remonte à 1878. Selon Jean Charest, «ce n'est pas par accident qu'on n'a pas eu de gouvernement minoritaire» depuis cette époque. «Un gouvernement fort est la seule façon de défendre nos intérêts et de défendre ce que nous sommes», a-t-il soutenu.

Dans un élan nationaliste, M. Charest a fait valoir qu'«Ottawa ne pouvait pas se substituer aux choix des Québécois. C'est une responsabilité que j'ai comme premier ministre, soit la défense des intérêts du Québec dans nos domaines de compétence, sur les questions de notre identité. C'est une chose que je fais tous les jours. Et qu'on doit faire tous les jours», a-t-il dit.

En tout début de campagne, M. Charest avait prévenu son adversaire péquiste que, s'il n'arrêtrait pas de le traiter de menteur, il ne se laisserait pas marcher sur les pieds, quitte à revenir sur la consommation de cocaïne de M. Boisclair. Or, le chef du PQ a martelé le message en cours de campagne. Hier, Jean

Charest a tranché que «les Québécois répondront».

«Une campagne électorale, c'est un choix de société. On n'est plus dans les affaires d'attaques personnelles. Ce n'est pas là-dessus que les Québécois vont faire leur choix», a-t-il affirmé.

Pour une dernière fois avant le scrutin, le chef libéral a fait l'éloge, «sans prétention», a-t-il insisté, de son bilan, notamment sur l'obtention d'une correction du déséquilibre fiscal.

Puis la caravane libérale a terminée sa course dans le fief du chef, à Sherbrooke. Ce matin, Jean Charest doit aller voter vers 11 heures.

Le Devoir

EN BREF

La CSN ne donne aucune consigne à ses membres en vue du vote

La CSN ne donne aucune consigne à ses membres en vue des élections générales d'aujourd'hui, si ce n'est d'aller voter massivement pour le parti dont le programme sert le mieux l'intérêt des travailleurs. En entrevue à NTR, la présidente de la centrale syndicale, Claudette Carboneau, déclare que l'enjeu d'un scrutin général dépasse une simple «saut d'humeur», même si elle ajoute que les quatre années du gouvernement Charest ont été marquées par la grogne, la colère et la mobilisation syndicale. Mme Carboneau affirme qu'elle n'élimine aucun parti politique a priori. Elle laisse aux membres le soin de décider si les grandes priorités syndicales font partie des programmes électoraux des formations politiques. Ces grandes priorités de la CSN sont le développement des régions, l'emploi, les services publics et les lois du travail. — PC

Dégel des droits de scolarité: l'ASSE menace d'une grève générale

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'ASSE, prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des droits de scolarité est mis en vigueur. Entre-temps, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal. L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité scolaire à tous les niveaux. Elle évalue qu'il en coûterait seulement 150 millions par année au trésor québécois. L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu: le dégel des droits de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable. — PC

Équiterre refuse d'appuyer un parti politique en particulier

Le groupe écologiste Équiterre, qui incite fortement les jeunes Québécois à exercer leur droit de vote aujourd'hui, refuse par ailleurs d'appuyer un parti en particulier dans le cadre des élections générales québécoises. Le porte-parole d'Équiterre, Sydney Ribaux, estime que son organisme environnemental doit demeurer non partisan. Il souligne toutefois que les jeunes, et la population en général, peuvent trouver sur le site Web d'Équiterre l'analyse des plate-formes électorales des principaux partis en matière d'environnement, et des tableaux comparatifs. M. Ribaux suggère de s'en inspirer, laissant le libre-choix aux électeurs. Sydney Ribaux admet que le programme du Parti vert comporte de nombreuses propositions intéressantes en environnement, mais il ajoute que plusieurs autres enjeux politiques doivent entrer en ligne de compte. — PC



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Après avoir commencé sa campagne en parlant de nationalisation de l'éolien, Québec solidaire a marqué hier ses derniers pas dans la course électorale en réitérant sa volonté de développer cette forme d'énergie sous propriété publique s'il était conduit au pouvoir par les électeurs demain soir.

Ce soir, votez BAZZO.



Bazzo.tv : Élections 2007
Dès 20 h

Pour une soirée électorale différente, Marie-France Bazzo est votre meilleur parti.

Collaborateurs : Michel C. Auger, Manon Cornéliier, Jici Lauzon, Joseph Facal, Philippe Lagué, Christian Dufour, Pierre Thibeault, Martin Larocque...



telequebec.tv

QUÉBEC 2007

1878: un gouvernement minoritaire, mais un autre contexte

«Les blocs des partis étaient fluides, les individus disposaient d'une marge de manœuvre dont ils ne jouissent plus aujourd'hui»

PATRICE BERGERON

En mai 1878, Joly de Lotbinière ne savait pas qu'il allait créer un précédent qui n'allait pas se renouveler avant 2007. Les Québécois pourraient vraisemblablement rééditer le 26 mars l'exploit de cet ancien premier ministre: l'accession au pouvoir d'un gouvernement minoritaire.

Les antécédents en matière de gouvernement minoritaire au Québec ne sont toutefois pas d'un grand secours, de l'avis d'un politologue et d'un historien.

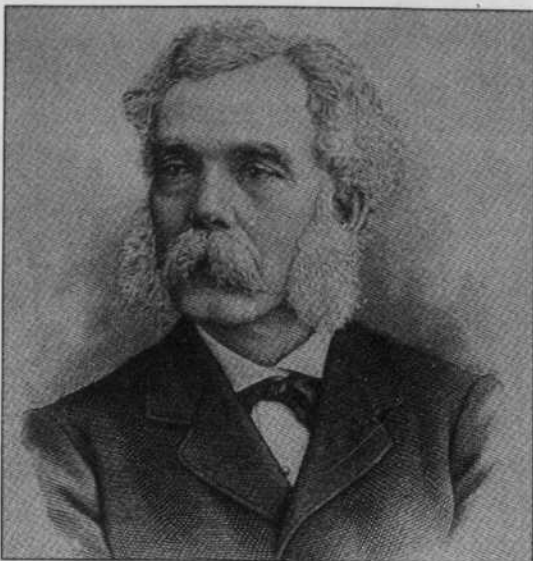
Faisons marche arrière. Le 8 mars 1878, le lieutenant-gouverneur Letellier de Saint-Just, un libéral nommé par ses alliés fédéraux, chasse le premier ministre conservateur Boucher de Boucherville, sous prétexte qu'il ne l'informe pas suffisamment et qu'il empiète sur ses pouvoirs. C'est ce qu'on appellera le «coup d'État» du lieutenant-gouverneur.

Il appelle contre toute logique le chef de l'opposition, le libéral Henri-Gustave Joly de Lotbinière, à former le gouvernement même s'il n'a pas la majorité à l'Assemblée législative. Il ne pourra se maintenir: des élections sont déclenchées.

Le 1^{er} mai, les électeurs mandatent 32 conservateurs, 31 libéraux et deux députés indépendants. Toutefois, c'est de nouveau Joly de Lotbinière qui formera le gouvernement, avec l'appui des deux conservateurs indépendants, en nommant un d'eux à la présidence de la Chambre. «C'est un gouvernement minoritaire dans un système de bipartisme, ce qui est assez différent de ce qu'on trouve aujourd'hui au gouvernement fédéral, où vous avez plus de deux partis, trois partis, quatre partis», a précisé en entrevue téléphonique cette semaine l'historien Gaston Deschênes, qui a travaillé en recherche à l'Assemblée nationale pendant une trentaine d'années.

En outre, le Parlement siégeait brièvement, pendant deux mois, durant l'été, donc le gouvernement n'a été exposé à cette position précaire que durant cette session, a expliqué M. Deschênes.

«Pendant la session, le président a tenu le gouverne-



TIRÉE DE L'OUVRAGE HISTOIRE DES CANADIENS-FRANÇAIS
Henri-Gustave Joly de Lotbinière

ment par son vote prépondérant, donc c'est lui qui départageait finalement entre 32 et 32. En votant, il assurait la survie du gouvernement, il a fait cela pendant quelques mois. [...] Il est devenu libéral par la suite et a subi les quolibets de ses anciens collègues.»

Jadis, la fidélité des députés s'avérait beaucoup plus friable qu'aujourd'hui. Ils n'hésitaient pas à voter comme leurs adversaires et parfois à renverser le gouvernement selon leurs humeurs. «À cette époque, les partis n'étaient pas très solides», a expliqué en entrevue un politologue de l'Université de Montréal, Pierre Martin, en ajoutant que cet événement ne peut servir de référence de nos jours. «Les blocs des partis étaient fluides, les individus disposaient d'une marge de manœuvre dont ils ne jouissent plus aujourd'hui.»

Gaston Deschênes a rappelé qu'autrefois, la carrière

politique n'offrait pas un emploi à plein temps. Le parlementaire ne siégeait que quelques mois, participait peu à la gestion de l'État et il n'y avait que cinq ou six postes de ministres pour une soixantaine de sièges. Ainsi, le premier ministre ne disposait pas de l'immense pouvoir de nomination dont il jouit de nos jours — la solidarité et la discipline en sont désormais d'autant renforcées.

«Autrement dit, il était normal [à l'époque] d'être un simple député. Aujourd'hui, il est pratiquement anormal d'être un simple député: les députés ont presque tous des fonctions, des indemnités additionnelles, whip, whip adjoint, président de commission, etc. Au XIX^e siècle, une personne qui était élue député avait très peu de chances d'avoir une fonction administrative ou parlementaire.»

De même, la presse dramatisait beaucoup moins les dissidences au sein des partis.

«C'était courant en Chambre jusque dans les années 1930», a décrit M. Deschênes, auteur d'un ouvrage sur l'histoire du Parlement de Québec, publié aux éditions MultiMondes. [Le glissement] s'est fait tout à fait naturellement, sans aucune intervention législative. [...] La culture politique change.»

Grâce à deux élections complémentaires victorieuses dans la première moitié de 1879, le chef libéral renforce ses assises et obtient une majorité. C'est ainsi que se termine la courte histoire du seul gouvernement minoritaire du Québec.

«Quand il s'est présenté à la session [du Parlement] de [l'été] 1879, il était majoritaire», a relaté l'historien, en ajoutant qu'il a gagné deux autres élections complémentaires peu après. Mais étrangement, c'est alors qu'il sera battu.

Entre-temps, les conservateurs au pouvoir à Ottawa destituent l'allié de Joly de Lotbinière, Letellier de Saint-Just, pour nommer un lieutenant-gouverneur conservateur, Théodore Robitaille. Les choses se corsent pour Joly de Lotbinière, qui gouverne en pleine crise économique. Le sénat provincial de l'époque, le Conseil législatif, est à majorité conservatrice et refuse de voter les subsides.

Joly de Lotbinière restera en selle jusqu'au 29 oc-

tobre 1879, quand cinq de ses députés font défection pour voter en faveur d'une motion de censure.

Or, le lendemain, le lieutenant-gouverneur, Théodore Robitaille, refuse de dissoudre l'Assemblée et invite plutôt le conservateur Joseph-Adolphe Chapleau à former le nouveau gouvernement. En tout, le gouvernement de Joly de Lotbinière aura duré près de 18 mois, dont environ une douzaine sans avoir la majorité en Chambre.

Un autre épisode bizarre du parlementarisme québécois mérite aussi d'être relaté. Les élections d'octobre 1886 donnent 26 sièges aux conservateurs et 33 aux libéraux, en plus de trois conservateurs indépendants et trois nationalistes. Le premier ministre conservateur John Jones Ross démissionne, cède sa place à son collègue Louis-Olivier Taillon, qui est assermenté. Toutefois, dès qu'il convoque la Chambre, il est renversé, trois jours après son entrée en fonction.

«Le premier ministre sortant est maître du jeu, a fait ressortir l'ancien fonctionnaire de l'Assemblée nationale. [...] S'il est minoritaire, mais qu'il a le plus grand nombre de sièges, il peut décider d'aller voir le lieutenant-gouverneur et dire "je vais former le gouvernement", ou passer la main à quelqu'un d'autre.»

Par extension, a poursuivi M. Deschênes, Jean Charest pourrait très bien s'inviter chez la représentante de la couronne et réclamer le gouvernement, même s'il a obtenu moins de sièges que le PQ, en prétendant pouvoir mieux s'entendre avec l'ADQ.

Un fait demeure: le gouvernement devra passer l'épreuve de la Chambre.

C'est donc dire que le Parlement de Québec a expérimenté très brièvement le pouvoir fragile de la minorité et n'en a presque plus mémoire, puisqu'il n'en a jamais connu par la suite, contrairement à d'autres assemblées provinciales ou aux Communes d'Ottawa, qui ont vu les règnes d'équilibristes de Mackenzie King, de John Diefenbaker, de Pierre Elliott Trudeau, de Joe Clark et, plus récemment, de Paul Martin et de Stephen Harper.

Presse canadienne

EN BREF

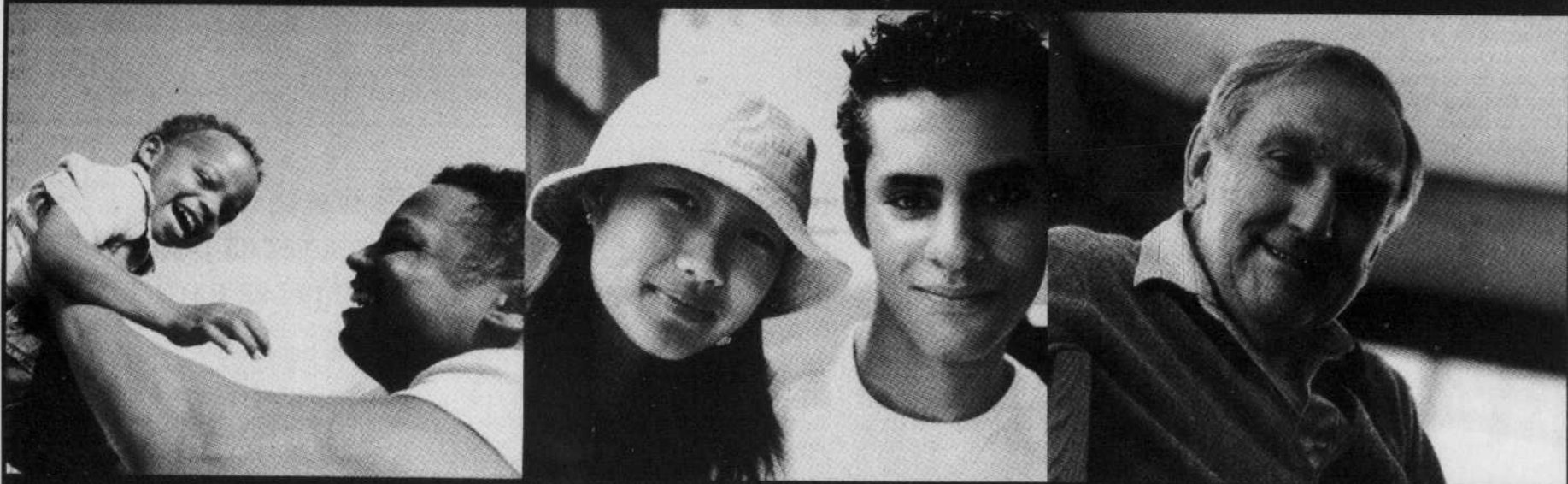
Les élections passent inaperçues en France

Paris — Occupés à choisir un nouveau président, les Français se sont encore moins intéressés que d'habitude aux élections québécoises. Suivant les enjeux, l'intérêt des médias français est plus ou moins marqué d'un scrutin à l'autre. Cette fois-ci, il a frôlé le zéro absolu.

«Quand la souveraineté pointe son nez, on tend l'oreille», dit un journaliste français qui connaît bien la politique canadienne. Mais comme les Québécois ont dit non deux fois, on n'y croit plus tellement. Jean Charest et André Boisclair ne sont pas très charismatiques. Ce n'est plus un sujet vendeur. Avec le quotidien *La Croix*, *Le Monde* a été un des seuls journaux à avoir évoqué les élections d'aujourd'hui, dans un article plutôt court du reste signé par sa correspondante à Montréal. «La montée de Mario Dumont ouvre le jeu des législatives québécoises et sème le trouble», a écrit *Le Monde* en fin de semaine, en parlant d'une campagne électorale «marquée par une lutte à trois, serrée et symptomatique d'une opinion publique désabusée». *La Croix* de son côté a souligné vendredi que Jean Charest «jouera gros» aujourd'hui, car «les Québécois risquent de ne pas lui renouveler leur confiance, à en croire les sondages». Dans les grands journaux télévisés, le scrutin québécois, sauf erreur, n'a pas été abordé une seule fois ces derniers jours. Et il serait étonnant qu'il ait droit à davantage qu'une simple brève aujourd'hui. — PC

Ottawa retient son souffle

Ottawa retient son souffle à quelques heures du vote au Québec. Tout au long de cette campagne électorale, le gouvernement Harper a fait tout ce qu'il a pu pour influencer le choix des Québécois tout en assurant qu'il ne s'en mêlait pas. Et ses incursions ont parfois eu un effet contraire à celui qu'il espérait. Déjà, le dépôt d'un budget fédéral sept jours avant l'élection québécoise en a fait sourciller plus d'un. Deux jours après le dépôt de ce budget, Stephen Harper le vantait en disant qu'il avait «régulé la séparation». Pendant le débat qui a entouré ce budget toute la semaine, à Ottawa, le premier ministre a également dit qu'il ne négocierait éventuellement limite du pouvoir fédéral de dépenser qu'avec un gouvernement fédéraliste à Québec. C'était mercredi. Jeudi, son lieutenant québécois, Lawrence Cannon, tentait d'effacer les propos de la veille devant la pluie de critiques entendues au Québec, autant de la part de Jean Charest que d'André Boisclair et de Mario Dumont. Le ministre Cannon disait alors que son gouvernement respecterait le choix des Québécois et poursuivrait la réforme du fédéralisme. A quelques heures du vote, M. Cannon assure qu'il n'est pas nerveux, qu'il n'est jamais nerveux. Mais ce soir, personne ne sera disponible à Ottawa pour réagir au résultat de l'élection québécoise. Tous préfèrent prendre le temps de réfléchir avant de parler. — PC



UN ACCÈS FACILE À TOUS LES PROGRAMMES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.



COMPOSEZ: 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS: 1 800 926-9105

CLIQUEZ: servicecanada.ca

OU VISITEZ un centre Service Canada

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service
Canada

Au service des gens

ACTUALITÉS

La Banque du Canada nourrit ses employés à grand frais

DEAN BEEBY

Ottawa — Pendant que la plupart des fonctionnaires fédéraux faisaient la queue à la cafétéria ou apportaient leur déjeuner de la maison l'an dernier, la Banque du Canada organisait une série de déjeuners et de dîners, à un coût de 70 \$ par personne, dans ses salles à manger élégantes.

Des documents internes révèlent que la majorité des invités étaient des employés de la banque.

Le gouverneur et les principaux dirigeants de l'institution ont soumis moins de 2300 \$ en demandes de remboursement de frais de représentation l'an dernier, mais ces chiffres ne couvrent pas les frais engendrés par une cuisine bien équipée et un service complet de repas.

La banque a dépensé 284 000 \$ l'an dernier en frais d'aliments, de boissons, de lessive, d'équipements et d'entretien.

Cette somme comprend aussi les salaires à temps plein d'un chef cuisinier et de deux serveurs, une somme de 181 000 \$.

Avec quelque 4000 repas servis, la grande majorité aux employés de la banque, cela revient à dire que chaque invité a coûté 70 \$.

Et ce coût augmente de manière marquée, bien plus rapidement que le taux d'inflation, que la Banque du Canada peine à freiner. Le montant, qui était de 207 000 \$ en 2004, a bondi de 20 % en 2005 et d'encre 14 % en 2006.

Les détails des frais de repas de la banque centrale ont été obtenus par la Presse canadienne en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Ces installations particulières sont distinctes de la cafétéria principale, qui utilise sa propre cuisine et est gérée par un sous-contractant, sans subvention.

Différents abus de comptes de

dépense ont entraîné le gouvernement libéral, en 2003, à obliger les principaux fonctionnaires et les ministres à publier en ligne le décompte trimestriel de leurs dépenses de déplacement et de représentation. La Banque du Canada n'est pas techniquement soumise à cette obligation, mais elle s'y plie néanmoins.

Le gouverneur de la banque centrale, David Dodge, et cinq de ses principaux lieutenants ont soumis des dépenses combinées de 2253,16 \$ en 2006, une somme étonnamment modeste pour des gens qui rencontrent régulièrement des économistes, des lobbyistes, des journalistes et des banquiers étrangers.

Les documents obtenus révèlent toutefois que 397 repas ont été servis l'an dernier à des invités venus de l'extérieur. De plus, 3632 repas ont été servis aux propres employés de la banque, fréquemment dans le cadre d'événements présidés par M. Dodge lui-même, même si rien de ceci

n'apparaît dans les chiffres publiés en ligne. Chaque repas aurait coûté, en moyenne, 70,49 \$.

«Les dirigeants estiment que l'utilisation de nos installations maison est une manière efficace de gérer les affaires de la banque», a indiqué par courriel le porte-parole de l'institution, Jeremy Harrison.

Il a de plus expliqué que les chiffres publiés en ligne ne touchaient que les dépenses qui sont remboursées aux employés par la banque, avant de préciser que les dépenses ont grimpé au cours des dernières années parce que la Banque du Canada se préoccupe de plus en plus du secteur privé et de ses propres employés.

Presse canadienne

AFGHANISTAN

Les attaques contre les soldats canadiens se multiplient

JOHN COTTER

Ghundi Ghar, Afghanistan — Avec un bruit sourd, la bombe de circonstance explose sous un blindé léger de type Coyote, en pleine vue des soldats canadiens retranchés sur une colline poussiéreuse qui surplombe des champs de pavot verdoyants.

«I-E-D!», se mettent à crier les soldats en pointant en direction du nuage de fumée grisâtre qui s'élève à moins d'un kilomètre de là, conséquence de l'explosion d'un dispositif de circonstance.

Puis, le silence tombe jusqu'à ce que leurs radios leur apprennent que leurs camarades sont sains et saufs. Une des huit roues du Coyote a toutefois été arrachée.

«Depuis environ une semaine nous trouvons des engins explosifs improvisés sur toutes les routes dans la région, pratiquement tous les jours», a expliqué le major Steve Graham, des Royal Canadian Dragoons. «Ça me dit que les endroits que nous visitons et les choses que nous faisons dérangent de plus en plus les talibans.»

Les bombes de circonstance, les attaques à la roquette et les kamikazes sont les principaux dangers auxquels sont confrontés les Canadiens depuis le début de l'année, alors qu'ils essaient de pacifier la province de Kandahar.

Les batailles rangées dans la ré-

gion de Panjwaii, l'été dernier, pendant lesquelles les soldats canadiens, appuyés par les forces aériennes de l'OTAN, ont tué des centaines de rebelles, ont forcé les talibans à battre en retraite.

Le major Graham, dont les soldats sont enfoncés profondément dans un secteur dangereux du district de Zhar, affirme que leur but est d'aider les forces de l'ordre afghanes à stabiliser la région.

Son escadron patrouille le secteur et rencontre les dirigeants locaux, dans l'espoir qu'une combinaison de force et de diplomatie incitera la population à appuyer le gouvernement afghan.

Mais les talibans ont longtemps contrôlé la région et ils l'utilisent encore pour cheminer vers Kandahar. Lutter contre un ennemi pratiquement invisible est frustrant pour ces soldats, qui sont rattachés au groupement tactique du Royal Canadian Regiment de Gagetown, au Nouveau-Brunswick.

«Ils ne nous affrontent pas ouvertement, a dit le major Graham. Nous sommes ici depuis un mois et personne n'a jamais pointé d'arme en notre direction.»

Si certains militaires prennent le tout avec un grain d'humour, d'autres sont plus fatalistes.

«On n'y peut rien, a dit un soldat. Tu peux simplement espérer que ce n'est pas ton tour.»

Presse canadienne

Stephen Harper fera une tournée en Amérique latine cet été

JENNIFER DITCHBURN

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper prévoit effectuer cet été une tournée très visible de l'Amérique latine et des Caraïbes, dans le but de rehausser le profil du Canada et de resserrer ses liens avec plusieurs nouveaux dirigeants dans la région, affirmant des sources gouvernementales.

La gouverneure générale Michaëlle Jean participera aussi à cet effort, et à deux, ils pourraient visiter des villes importantes comme Santiago au Chili, São Paulo au Brésil, Montevideo en Argentine, Bogota en Colombie et Mexico au Mexique.

Les Caraïbes seront aussi au programme, et un arrêt en Haïti pourrait faire partie de l'itinéraire.

Les observateurs soulignent aussi que M. Harper aura droit à un accueil complètement différent

de celui réservé tout récemment au président américain George Bush, qui a été la cible de démonstrateurs en colère partout où il est allé.

Cela donne au Canada une occasion unique de se présenter comme un partenaire alternatif pour la région — un qui s'intéresse au rôle de l'état, à un système de santé public et à une société civile solide, a expliqué Carlo Dade de la Fondation canadienne pour les Amériques.

«Les gens cherchent des solutions de rechange, et nous offrons une solution de rechange forte aux États-Unis, a dit M. Dade, qui a déjà travaillé dans la région pour le gouvernement américain et la Banque mondiale. C'est de plus en plus populaire et intéressant.»

Le gouvernement conservateur témoigne depuis un moment de son intérêt envers l'Amérique latine. En février, M. Harper, lors

d'une allocution devant le Canadian Club, a rappelé que le Canada n'était pas obnubilé par sa relation avec les États-Unis. Il a aussi effectué un geste symbolique important l'an dernier, quand il a assisté à l'inauguration du nouveau président, Felipe Calderon, dont la victoire était contestée par son rival.

Le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, a de son côté participé, l'été dernier, à l'assemblée générale de l'Organisation des états américains, et le mois dernier il a rencontré ses homologues au Mexique et au Brésil. Et il y a deux semaines, le greffier du Conseil privé, Kevin Lynch, et le conseiller de M. Harper pour les affaires étrangères, Susan Cartwright, ont rencontré des dirigeants mexicains dans ce pays.

La visite de M. Harper pourrait entre autres porter sur deux ententes de libre-échange, une entre le Canada et les Caraïbes et l'autre

entre le Canada et l'Amérique centrale. Les négociations, entreprises par le gouvernement libéral de Jean Chrétien, sont pratiquement au point mort.

La politologue Judith Helman, de l'Université York, estime que le Canada doit approcher le Brésil, le Mexique et le Chili en tant qu'égaux. Elle prévient que pour être accepté en tant que solutions de rechange aux États-Unis, le Canada devra aussi jouer le rôle.

«Nous ne devons pas y aller seulement pour retirer le plus d'argent possible de tous les contrats, a-t-elle dit. Le Canada doit témoigner de sa préoccupation envers l'égalité sociale, c'est la différence entre nous et les États-Unis, et ce sera essentiel au succès du voyage et aux relations que Harper ou tout autre leader canadien développera avec les pays d'Amérique latine.»

Presse canadienne

Des témoins importants sont attendus cette semaine au procès de Conrad Black

ROMINA MAURINO

Chicago — Des hommes d'affaires et des avocats ayant joué un rôle important dans les transactions qui se trouvent au cœur même du procès pour fraude de Conrad Black sont attendus à la barre des témoins cette semaine.

La semaine dernière, la poursuite a commencé à faire entendre des témoins pour tenter de prouver que Black et quatre autres anciens dirigeants de Hollinger International ont empoché quelque 80 millions, une somme qui aurait plutôt dû être redistribuée aux actionnaires de l'entreprise.

Le témoin actuellement entendu est Craig Holick, qui a occupé le poste de directeur du financement chez Hollinger entre 1997 et 2000. Il sera suivi de Mike Reed et Thomas Henson, deux hommes ayant participé à la vente des actifs de Hollinger; de David Paxton, le p.-d.g. de Paxton Media Group; et d'Angela Way, l'ancienne assistante de Mark Kipnis, un des coaccusés de Black.

Le professeur Mohammed Fadel, de l'Université de Toronto, explique que les avocats du gouvernement américain veulent faire entendre plusieurs témoins qui pourront simplifier les transactions en question et aider les jurés à en saisir toutes les nuances.

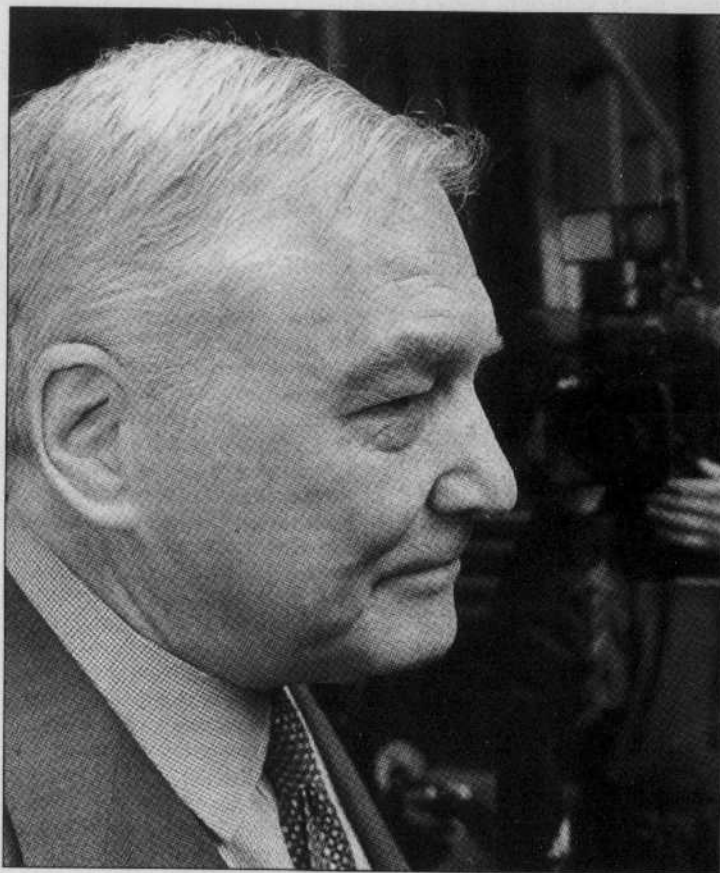
Black est accusé de fraude, de rackettisme, d'obstruction à la justice, de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale. Il pourrait écoper de plus de 100 ans de prison s'il est reconnu coupable.

Les quatre témoins devraient s'attendre à un contre-interrogatoire serré de la part des avocats de Black, l'américain Ed Genson et le canadien Edward Greenspan.

«La défense doit être très agressive, a expliqué le professeur Fadel. Elle doit convaincre le jury que les témoins de la poursuite ne sont pas fiables», et elle essaiera donc de les ébranler pendant son contre-interrogatoire.

Mais après deux jours de témoignages, il est clair que les avocats de Black n'auront pas la tâche facile, puisque plusieurs de leurs questions ont été rejetées par la juge Amy St.Eve.

«La juge s'est assurée de limiter grandement le contre-interrogatoire de la défense, a dit M. Fadel.



JOSHUA LOTT REUTERS

Black est accusé de fraude, de rackettisme, d'obstruction à la justice, de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale.

C'est mauvais signe pour la défense [puisque ça indique] qu'elle contrôlera de manière serrée ce qui est pertinent ou non.»

Le contre-interrogatoire le plus serré sera probablement réservé à David Radler, l'ancien lieutenant de Black qui a déjà reconnu sa culpabilité en retour d'une peine réduite, d'une amende de 250 000 \$ et de son témoignage contre son ancien patron.

«Radler était l'homme sur le terrain, le type qui gérait toutes les transactions dont il est ici question, a expliqué l'avocat américain David Gourevitch. Tous les p.-d.g. se défendent en disant qu'ils ne font qu'élaborer la stratégie de leur entreprise, que sa mise en œuvre est le travail de quelqu'un d'autre, et qu'ils ne sont pas à blâmer en cas de problème.»

L'issue du procès pourrait dépendre de la crédibilité de Radler, et la défense tentera probablement d'utiliser son plaidoyer de culpabilité pour la miner.

Les coaccusés de Black sont

John Boulton, Peter Atkinson et Mark Kipnis.

Presse canadienne

Procès pour crime de guerre à Montréal

Pour la première fois en 15 ans, un procès pour crimes de guerre se tiendra au Canada. À partir d'aujourd'hui, à Montréal, l'ancien commandant de la milice hutue au Rwanda, Désiré Munyaneza, devra répondre à des chefs d'accusation de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre entourant les atrocités commises envers les Rwandais en 1994.

M. Munyaneza est soupçonné de meurtre, de terreur psychologique, d'attaques physiques et de violence sexuelle à l'égard de Tutsis. Il est notamment accusé du viol de plusieurs femmes et fillettes et d'avoir encouragé ses subalternes à commettre de tels actes.

Désiré Munyaneza s'est enfui du Rwanda en 1997 avec un faux passeport et a réclamé le statut de réfugié au Canada. Il a été appréhendé par la GRC en 2005 à Toronto.

Citant des chiffres du gouvernement canadien, le Centre canadien pour la justice internationale souligne qu'au moins 800 criminels de guerre et violeurs des droits de la personne vivent au Canada. Son porte-parole Pacifico Manirakiza ajoute qu'aucun procès pour crimes de guerre n'a pourtant été tenu au pays depuis qu'un petit nombre d'anciens nazis a été poursuivi sans succès au début des années 1990.

Presse canadienne

Denis BERTRAND Hassan AZROUR

RÉAPPRENDRE @ APPRENDRE

au collège, à l'université et en contexte de travail

2^e édition

Gestion et maîtrise des compétences transversales

736 pages - 47,80 \$ ISBN 978-2-7601-6574-8

GUERIN, éditeur ltée

En vente dans toutes les librairies

514-842-3481 Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Résultats des tirages du: 2007-03-24

649	01 13 19 28	compt.(c)	49	04 17 27 31	compt.(c)
6/6	0	22 000 000,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	3	208 401,70 \$	5/6+C	1	50 000,00 \$
5/6	289	1 787,10 \$	5/6	22	500,00 \$
4/6	14 824	66,00 \$	4/6	1 109	50,00 \$
3/6	268 896	10,00 \$	3/6	22 000	5,00 \$
2/6+C	185 501	5,00 \$	Ventes totales	648 183,00 \$	
Ventes totales:	30 828 938 \$		Extra 3215470*	500 000 \$	
Prochain gros lot (approx.):	25 000 000 \$		*décomposable dans les deux sens		

Résultats des tirages du: 2007-03-23

7	15 26 27 30 31 39 45	compt.(c)	7	7/7	0	2 500 000,00 \$
6/6+C	1	159 761,50 \$	6/6+C	1	159 761,50 \$	
6/6	91	1 755,60 \$	6/6	91	1 755,60 \$	
5/6	5 173	105,00 \$	5/6	5 173	105,00 \$	
4/6	110 461	10,00 \$	4/6	110 461	10,00 \$	
3/6+C	103 575	10,00 \$	3/6+C	103 575	10,00 \$	
3/7	928 069	Participation gratuite	3/7	928 069	Participation gratuite	
Ventes totales:	5 000 000 \$		Prochain gros lot (appr.):	5 000 000 \$		
Extra 8554821*	500 000 \$		Ventes totales:	13 713 004 \$		
*décomposable dans les deux sens						

Extra NUMÉRO DÉCOMPOSABLE DANS LES DEUX SENS!

En cas de départ en cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ROLEX SERVICE

POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUTS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE (514) 866-3876

ÉDITORIAL

L'Union chagrine

L'Union européenne (UE) a la cinquantaine morose. Selon un sondage commandé par le *Financial Times*, près de la moitié des personnes interrogées estiment que leur qualité de vie a déperissé depuis l'adhésion respective de leur nation dans ce club. Jamais le désenchantement à l'égard de l'UE n'a été aussi prononcé qu'actuellement. La raison? Beaucoup d'économie et moins de politique.

Selon la légende, le chantre de l'Europe unie, il s'agit évidemment de Jean Monnet, partagea les prémices de son ambition avec un réfugié allemand lorsque Londres subissait le feu nourri de la Luftwaffe durant la Deuxième Guerre mondiale. Après des débuts chaotiques dans la première partie des années 50, son rêve devint en partie réalité lorsque six pays signèrent le Traité de Rome en 1957. Celui-ci s'articulait en particulier, on ne le répètera jamais assez, autour du sang de l'économie: l'énergie. En 1963, De Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer devaient donner une impulsion politique majeure en signant le Traité de l'Élysée.

Entre ces deux événements, sept pays, à l'initiative de la Grande-Bretagne, fondaient un projet concurrent à celui de Rome. Le nom choisi par ces derniers pour baptiser leur aventure est riche en enseignements: l'Association pour le libre-échange européen. En bons adhérents à l'école britannique du capitalisme, la main invisible du marché pour faire court, ils refusaient la notion chère au couple franco-allemand du capitalisme rhénan qui stipule que des balises doivent être fixées. Pour faire chic, mettons que l'éthique de conviction des premiers s'opposait à l'éthique de responsabilité des seconds.

Si ce regroupement libre-échangiste a sombré corps et biens, il reste fascinant. Car lorsque l'on s'attarde à l'identité des pays qui le composaient, on constate qu'ils campent encore et toujours sur les positions arrêtées il y a une quarantaine d'années. La Grande-Bretagne, le Danemark et la Suède refusent toujours d'adopter la monnaie commune même s'ils ont signé le Traité de Maastricht qui en prévoyait la création. La Suisse et la Norvège ne voulaient pas et ne veulent toujours pas se greffer à l'UE. Reste le Portugal.

Son cas est très instructif. Car lorsque cette entreprise libre-échangiste fut créée, ce pays était une dictature. Et alors? Traumatisés par les dérives fascistes et nazies d'avant-guerre, les signataires du Traité de Rome avaient pris un soin particulier à prévoir l'observation et le respect des notions de démocratie, droits de l'homme, des minorités, libre expression, libre circulation des personnes etc. Autrement dit, le Portugal de même que l'Espagne et la Grèce n'avaient pas du tout le profil pour entrer dans l'UE.

Selon certains politologues, ce souci démocratique guidé par le souvenir cauchemardesque de la guerre aurait beaucoup joué dans la fin des dictatures. Chose certaine, l'Union européenne peut se vanter d'avoir accompli ou fait accomplir d'énormes avancées à la démocratie et aux droits de l'homme. Elle peut se vanter surtout de ceci: jamais le Vieux Continent n'avait connu une aussi longue période de paix et de prospérité dans son histoire plus que millénaire.

Alors, pourquoi ce continent est-il hanté par la morosité? Peut-être, on dit bien peut-être, parce que l'économie a eu la préséance sur la politique au cours des dix dernières années. En tout cas, les Européens ont plus que jamais la certitude que les non-élus de Bruxelles, les commissaires au transport, à l'agriculture, à l'industrie et autres, ainsi que ceux qui siègent à la Banque centrale européenne ont plus d'influence, de poids, de pouvoirs, que les élus nationaux ou les députés européens à Strasbourg.

Qui plus est, on remarque qu'après les dernières vagues d'élargissement de l'Union à d'autres pays — Pologne, République tchèque, Hongrie, etc. —, ceux-ci défendent une conception de l'Europe qui se conjugue davantage avec une Europe de boutiques qu'avec une Europe puissance politique. Autrement dit, une Europe qui colle à la conception britannique.

Alors que l'Union fête ses cinquante ans, peut-être y aurait-il lieu de méditer ou d'étudier longuement l'évocation d'une avant-garde de nations, dans un entretien au quotidien *Le Monde*, par l'actuel premier ministre italien Romano Prodi et ex-président de la Commission européenne. De ses propos, on a retenu celui-ci: «La nécessité de l'avant-garde est fille des veto qui n'ont conduit qu'à la paralysie.» Et à cette impuissance politique si contraire à la juste et grande ambition des pères fondateurs, menacée par ailleurs, et comme jamais depuis 1957, par la renaissance de cette arriération politique qu'est le nationalisme.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LE CAUCHEMAR DE JEAN CHAREST...



L E T T R E S

Khadir, David et Goliath

Un vent d'une fraîcheur époustouflante souffle actuellement sur le paysage politique québécois. De nouvelles idées surgissent et injectent dans la campagne électorale une dose inestimable de bon sens et de vision. Il semble à nouveau possible de rêver d'un meilleur futur pour l'ensemble de notre société.

Jamais de ma relativement courte existence n'avais-je entendu de la bouche de politiciens vivants des choses aussi sensées. Jamais encore un parti n'avait ravivé autant ma fibre citoyenne, graduellement effritée au fil de déceptions répétées tous les quatre ans. Mais un parti n'était arrivé à anéantir presque complètement mon cynisme à l'égard de tous ceux qui se lancent en politique.

Québec solidaire est à la fois porteur d'espoir et réaliste. Il est le seul parti politique qui sache faire tous les liens pertinents entre santé et pauvreté, entre éducation et développement, entre économie et écologie. Il est le seul parti à présenter des solutions viables aux problèmes auxquels fait face le Québec dans le grand cirque de la mondialisation, solutions dont plusieurs s'appuient sur des mécanismes déjà étudiés, débattus et mis à l'épreuve ailleurs dans le monde avec un très grand succès.

QS est le seul parti à présenter un cadre financier dans lequel les sources de revenus sont clairement recensées et équilibrent la colonne des dépenses, et ce, tout en encourageant une meilleure distribution des richesses. Sur la question de l'indépendance, QS ramène à l'avant-plan les valeurs fondatrices du projet de souveraineté et propose une stratégie hautement démocratique pour faire du Québec un pays solidaire.

Et j'en passe...
Enfin, depuis le début de la présente campagne électorale, j'assiste parfois à la nais-

ance d'un parti politique dont les idées pourraient coïncider avec les intérêts de la majorité des citoyens. Si, avant le 26 mars, on expliquait clairement à tous les électeurs les programmes des cinq principaux partis et on leur disait ensuite de voter avec leur cœur, QS deviendrait sans doute le nouveau parti ayant fait l'entrée la plus spectaculaire dans l'arène politique de toute l'histoire du Québec.

Pour l'instant, il est difficile de nourrir de trop grands espoirs, puisque l'adversaire est en quelque sorte un Goliath à trois têtes. Cependant, il est permis de rêver que Françoise David, Amir Khadir et quelques autres candidats de QS seront élus aujourd'hui et porteront à l'Assemblée nationale une nouvelle voix, la voix d'une proportion grandissante de citoyens lucides et solidaires.

À la suite de ces élections, j'espère que vous comprendrez tous, chers candidats de Québec solidaire, que beaucoup, beaucoup de Québécois sont en train de dire: «à la prochaine fois».

Dominique Laroche
Montréal, mars 2007

Un vent de changement, mais pas à tout prix

Je suis fatiguée d'entendre parler de «changement», mot-clé des dernières campagnes électorales. Souvenez-vous, les Québécois étaient poussés par ce même «vent de changement» aux dernières élections: «les Québécois votent pour le changement», «je vais voter libéral parce que je veux que ça change», etc. et regardons ce que ça a donné...

Il est grand temps que les Québécois se mettent à réfléchir un peu plus. Plutôt que de voter pour le changement, ils devraient se demander pour quel changement ils votent et faire preuve d'un peu plus d'imagination pour se

figurer le désastre inévitable d'un choix non éclairé. Oui, Mario Dumont a un fort potentiel de changement. Mais qui dit changement ne dit pas changement pour le mieux. Mario Dumont est dangereux. Au moins autant que l'obscurité — l'obscurité? — dans lequel baignent les Québécois.

Anne-Hélène Jutras-Tarakdjian
Le 21 mars 2007

Pour qui se prend Stephen Harper?

Mais pour qui il se prend, M. Harper? Se prend-il pour un homme d'État au-dessus de la démocratie, ne considérant la volonté du peuple qui si elle est à SON goût? La réponse est oui.

La très grande majorité des Canadiens veut que le Canada respecte le protocole de Kyoto. Pourtant, ce triste sire s'en moque et n'en fait qu'à sa tête. La majorité des Canadiens est favorable au mariage gai. Il a néanmoins milité pour un recul.

Il a prétendu que l'éthique conservatrice serait supérieure à celle des libéraux en ne permettant pas que des déflections comme celle de la députée Stronach se fassent impunément. Or, dès la semaine qui a suivi son élection, il a recruté un député libéral en Colombie-Britannique. Et que dire de notre sénateur, Michael Fortier!

Alors, pourquoi les gens s'étonnent-ils qu'il affirme qu'il négociera seulement avec le gouvernement québécois de son choix, se moquant carrément de la volonté du peuple du Québec? C'est en droite ligne avec sa logique anti-démocratique, inspirée de la philosophie de l'équipe actuelle à la Maison-Blanche.

Daniel Breton
Montréal, le 22 mars 2007

LIBRE OPINION

Une étape de plus pour Parachute

Annoncée en dernier recours par son conseil d'administration en novembre dernier, la décision de suspendre la publication de la revue *Parachute*, mais non de clore les activités de l'organisation, a été prise dans le but de donner un temps nécessaire à une réflexion stratégique sur la poursuite de démarches à envisager en vue de trouver des palliatifs devant une situation financière devenue difficile.

Le manque de financement du secteur public, sans augmentation depuis les sept dernières années, malgré le succès de la nouvelle formule adoptée en l'an 2000 (avec le n° 100), ne permet plus une continuité adéquate des opérations dans leurs formes actuelles. Après 25 ans d'existence, la direction a voulu créer une formule innovatrice grâce au format actuel du périodique et à une approche plus ciblée des enjeux au sein de l'art contemporain. Cette nouvelle série s'est avérée un véritable succès local et international tout aussi important, sinon plus encore, que la première mouture.

Parachute a pour mandat d'influer sur le développement de l'art, ici comme à l'étranger, et est reconnue pour sa capacité à mettre au jour les artistes, les enjeux et les problématiques, vecteurs déterminants de celui-ci pour l'art actuel. *Parachute* se veut constamment à l'écoute du monde et des forces nouvelles qui émergent; une écoute qui fait de la revue un lieu d'accueil unique pour les nouvelles voix de la relève et qui fait qu'elle est reconnue comme un créneau d'invention et de dissémination exemplaire des enjeux contemporains.

La direction de la revue est donc tournée vers le changement et forcément imprégnée de cette démarche évolutive.

Hausse des coûts

Malgré son vif succès, la refonte de la revue a entraîné une hausse des coûts reliés à la production.

Les revenus autonomes des ventes ont augmenté de plus de 200 %, par contre le financement public n'a pas suivi cette évolution.

En 2000-01, le financement public était de 258 086 \$ (75 % des revenus) alors qu'en 2005-06, il totalisait 216 448 \$ (une part réduite à 51 %, soit une perte de 16 %). Comment expliquer cette différence entre la progression des revenus autogénérés et la stagnation des revenus de financement public?

Des événements-bénéfice nous ont certes permis de recueillir des sommes importantes pendant les trois dernières années. Malheureusement, nous constatons que cette campagne de financement ne comble que la baisse des subventions et, par conséquent, ne réussit plus à alléger un déficit cumulé.

Les mesures mises en œuvre, tant en ce qui concerne les compressions importantes dans les dépenses que l'augmentation des revenus autonomes, ont contribué à redresser momentanément la situation financière de la revue, sans toutefois éliminer progressivement le déficit tel que nous le souhaitions. La consolidation des acquis et le développement normal de la revue se sont ainsi précaisés dans cette conjoncture.

Ce qui a été fait

Dans ces circonstances, des solutions innovatrices doivent être trouvées pour faire face à la situation financière déclinante. Jusqu'à ce jour, les mesures et étapes suivantes ont été réalisées.

■ Trois numéros ont été publiés en 2006-07, plutôt que quatre, permettant de réduire les dépenses et de ne pas hausser davantage le déficit. Le dernier trimestre de l'année financière a été utilisé aux fins de la procédure de suspension des activités.

■ Les ressources humaines ont ainsi été limitées au strict minimum.

■ Le bureau que la revue occupait depuis 1981 sur le boulevard Saint-Laurent a été vidé et fermé dans le but de réduire les dépenses au maximum et de réévaluer la situation matérielle de l'organisation.

Parachute
apparaît
comme
bénéficiaire
d'une force
remarquable
dans
le monde
de l'art
contemporain

■ L'organisation a procédé à une révision et à une distribution de ressources documentaires et d'archives accumulées depuis 1975. Ainsi, la collection de revues (120 titres) a fait l'objet d'un don auprès d'Artex: 5000 livres ont fait l'objet d'un don à la Bibliothèque des arts de l'UQAM; des exemplaires excédentaires de la revue ont été donnés aux Ecoles des Arts visuels de l'UQAM et de Concordia; Bibliothèque et Archives Nationales du Québec (BanQ) a reçu positivement notre proposition de don des archives administratives et d'activités afin de mettre sur pied un Fonds *Parachute*. Enfin, les anciens numéros de *Parachute* et ses autres publications ont été inventoriés et stockés dans un entrepôt en location.

■ Au chapitre des communications et de la mise en marché, le public a été informé de la suspension le 20 novembre par voie de communiqué. Une adresse courriel (halt@parachute.ca) a été créée et diffusée pour permettre aux intéressés d'exprimer leur réaction à la suspension. Près de 400 messages ont été reçus du monde entier et des extraits en sont diffusés sur le site Internet de la revue (www.parachute.ca).

Parmi toutes ces réactions, le plus grand nombre souhaite la continuation du projet intellectuel. Ces messages ont grandement appuyé notre forte volonté d'y donner suite et ont renforcé notre détermination d'aller de l'avant. *Parachute* apparaît comme bénéficiaire d'une force remarquable dans le monde

de l'art contemporain, force que l'on peut concrètement mesurer maintenant.

Exploration

La prochaine étape consiste en une période de réflexion et d'exploration visant à la mise en place d'un plan stratégique de développement. Certains embryons de cette étape sont déjà apparus au cours des derniers mois, à la suite de l'annonce de la suspension, tant du côté du secteur privé que du secteur public.

Dans le contexte de l'année de suspension annoncée, *Parachute* a choisi ses principaux axes de travail:

- réfléchir sur les orientations possibles en consultant divers interlocuteurs locaux et internationaux, là où les perspectives nous y conduisent;
- réfléchir sur l'ensemble des activités, de même que sur le support de la revue et réinvention de ce dernier s'il y a lieu;
- réévaluer l'infrastructure financière et organisationnelle, en tenant compte des avancées technologiques et communicationnelles;
- rechercher de nouveaux partenariats financiers tant publics que privés;
- poursuivre des projets et activités en cours (participation au Documenta 12 Magazine Project, organisation du congrès de l'IKT à Montréal en 2008; publication d'une version anglaise de l'anthologie par la Pennsylvania State University Press et Tate Publishing et publication d'une version espagnole par le CENDEAC en Espagne);
- poursuivre la recherche et le développement de partenariats d'édition et d'événements.

Déjà, des avenues se profilent sur le plan national et international. On ne saurait trop limiter à l'avance les perspectives de développement et la nécessité d'un nouvel envol.

Le conseil d'administration de *Parachute*:
David Joannisse, Jean-Pierre Grémy,
Céline Poisson, Chantal Pontbriand

IDÉES

Le problème électile

FRED PELLERIN

Contes

La campagne est terminée. Rien ne va plus. Le 27 mars, ce sera comme s'il ne s'était rien passé.

Les rêves n'ont plus leur parti dans la politique. Aujourd'hui, on applique des règles de mise en marché à nos produits aux allures démocratiques. L'avenir de notre monde se joue sur les tables mêmes où sévissent les lois du commerce. Les pancartes des candidats ressemblent à celles des vendeurs de maison. On courtise l'immobilisme. On cherche le dominateur commun. Et tous les génies fusent de leurs lampes astiquées avec les trois mêmes vœux à offrir. Santé, éducation et prospérité. Comment ne pas les aimer tous?

Les vieux du village m'en parlent avec nostalgie. Pas de celle qui aliène, mais de celle qui offre à rêver des souvenirs prochains. De celle d'un temps mythique qui se confond avec hier, mais que l'on sait venu des légendes lointaines. Les vieux me racontent cette époque où la chose politique ne rimait pas qu'avec la politesse. De ce temps où on parlait encore pour dire quelque chose. Où la langue était un muscle. D'une époque où les promesses se calculaient en asphalte et en whisky blanc. Concrètement.

«Mesdames et messieurs, pour le cultivateur, je ferai poser des lunettes vertes aux vaches afin qu'elles voyent de l'herbe où il n'y en a pas.» (extrait du discours électoral de Mégilde Rivard)

Rien ne va plus. On ne nous propose maintenant que du futur à numéro. Des possibles mesurés, aseptisés que l'on ne joue plus pour gagner, mais seulement pour ne pas perdre. Dans la liste des valeurs, il ne reste que des chiffres. Les mandats se misent sur des promesses d'injections de piasses pour tous les orifices de nos insatisfactions. On nous tire les joints avec du fric. On nous ferme étanche. Et nos avenir se laissent aligner, droits, sur deux colonnes comptables. Allez, venez, Milliards, vous asseoir à ma table!

Morosité.

Les vieux du village me parlent des années où la démocratie appelait encore son monde aux urnes. Remplies jusqu'aux bouchons. D'un temps où l'accessibilité à l'espérance était universelle. On rapporte qu'au jour du scrutin, dans les bonnes années, on enregistrait des records de 110 % de taux de vote. Parce que les morts continuaient de voter encore bien des années après le trépas. Par devoir, par responsabilité. On légua beaucoup. On rêvait bien plus loin que sur quatre ans.

«Cultivateurs, j'ai cultivé le sol de la terre comme vous z'autres, j'ai élevé des vaches et des moutons comme vous z'autres»



Fred Pellerin: «Aujourd'hui, j'irai tracer mon X. La variable qu'il nous reste pour esquisser la prochaine équation collective. Notre X. Notre portion de décision. J'irai porter ma croix.»

et puis, mesdames et messieurs, j'ai élevé des cochons comme tout vous z'autres!» (extrait du discours électoral de Mégilde Rivard)

Rien ne va plus. On nous a lu l'avenir dans les lignes des sondages. A déjà savoir qui va gouverner avant d'aller se prononcer. Facile de gagner ses élections quand on connaît la combine chancelante à l'avance. Notre démocratie se joue comme une astrologie à l'envers. On nous apprend à ne pas faire mentir la science en s'assurant de nous lire notre horoscope à l'avance. Recto-verseau. Et on suit nos astres pour garder l'illusion vive que nos constellations sont justes. Le pourcentage de ceux qui se prononcent est faible. On tire la majorité des voix d'une minorité.

Morosité.

Voilà. Mais je garde espoir. C'est connu, de toute façon, qu'on espère habituellement mieux dans l'insatisfaction du moment présent.

Je continue de croire en des demains. J'aspire d'air et rêve d'eau pure. Je rêve de voir briller le soleil dans le système scolaire. Je rêve d'une espérance de vie qui sera plus qu'une moyenne chiffrée. Pour qu'on règle le problème électile et le manque d'enfants. A arrêter de se réduire l'avenir à trop court. A se redonner le lousse pour pousser l'espoir un peu plus loin, et reprendre envie à léguer. A rêver ensemble, surtout. La démocratie.

Mettons nos souliers. Attachés serrés. Entrez dans la danse et choisissez qui vous voudrez. Swinguez fort. Faites-y voir que vous z'êtes pas morts.

Aujourd'hui, j'irai tracer mon X. La variable qu'il nous reste pour esquisser la prochaine équation collective. Notre X. Notre portion de décision. J'irai porter ma croix. Pour que la morosité ne l'emporte pas, j'ajouterai le nom de Mégilde Rivard sur mon bulletin de vote.

50 ans d'Union européenne: un succès phénoménal

BENITA FERRERO-WALDNER

Membre de la Commission européenne chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage

Il y a 50 ans, six pays européens s'unissaient pour donner naissance à une forme unique d'organisation régionale. Leur objectif était de veiller à ce que le continent européen ne soit plus jamais ravagé par la guerre et d'apporter à ses peuples une sécurité durable.

Le projet européen constitue indéniablement un succès phénoménal. Depuis 50 ans, l'Europe connaît un niveau de paix, de prospérité et de stabilité inégalé. Et c'est donc pourquoi elle s'est employée à pousser cette union encore plus loin.

Au fil des années, l'Europe a évolué pour devenir bien plus qu'un simple bloc économique responsable de la coordination de la politique commerciale de ses membres et de la fixation de tarifs communs. Avec les 27 membres qu'elle compte aujourd'hui, l'Union européenne est une organisation politique active dans tous les domaines posant des défis majeurs à la société du XXI^e siècle.

Pour les autres pays du monde, cela signifie que nous ne sommes plus un simple partenaire commercial. Nous sommes désormais un interlocuteur stratégique dans des domaines aussi variés que le terrorisme international, le changement climatique, le VIH/sida et la résolution des conflits mondiaux les plus anciens.

Lors de nos contacts avec nos partenaires internationaux, nous mettons en avant les valeurs qui, à nos yeux, ont contribué à notre réussite. Notre prospérité est le fruit d'une forme particulière de coopération régionale dont le développement est allé de pair avec un engagement plus affirmé pour la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit. C'est cette expérience, qui est le secret de notre succès, que nous voulons partager.

Bien que l'action de l'Union européenne sur la scène mondiale soit très diversifiée, une politique étrangère commune de l'UE s'est ajoutée depuis peu à nos activités, qui n'ont pas fini de se développer. Notre ambition est d'aider encore davantage la communauté internationale ainsi que nos partenaires partout dans le monde.

Premier donateur

On oublie souvent que l'Union européenne est déjà le premier donateur mondial en matière d'aide internationale. Nous assurons actuellement 60 % de l'aide officielle mondiale au développement, la Commission donnant à elle seule plus de sept milliards d'euros par an. Notre but est de lutter contre la pauvreté et d'apporter une aide humanitaire là où elle est nécessaire.

Nous mobilisons également nos ressources pour apporter prospérité et stabilité. L'UE a développé un éventail unique de compétences afin d'aider les pays en phase de transition. Notre savoir-faire est le résultat de l'expérience acquise sur notre continent pour aider les pays du sud de l'Europe et d'Europe centrale et orientale lors du passage à une économie de marché et à une société ouverte. Nous souhaitons à présent que les autres régions du monde bénéficient de ces compétences afin qu'elles jouissent de la même prospérité et de la même stabilité.

L'Union européenne a tissé, dans le monde entier, un réseau dense d'accords formels et dispose de plus de 130 délégations, dont une au Canada; son but étant de coopérer sur des questions telles que le commerce, l'énergie, l'environnement, les droits de l'Homme et la criminalité organisée internationale.

Nous avons à notre disposition un nombre croissant d'instruments de politique étrangère; outre notre politique commerciale et notre politique d'aide, nous sommes en mesure d'apporter une réponse rapide en cas de catastrophes humanitaires et de dépêcher des missions militaires et de police. En affirmant notre rôle dans le monde, notre tâche est d'utiliser ces instruments de manière aussi cohérente et efficace que possible, qu'il s'agisse du Liban, des Balkans occidentaux ou de la République démocratique du Congo.

Multilatéralisme à cœur

Nous jouons déjà un rôle important, en participant à la recherche d'une solution dans le conflit du Moyen-Orient et en essayant de dénouer la crise internationale liée au programme nucléaire iranien. Nous montrons la voie à suivre dans des domaines tels que le changement climatique et la sécurité énergétique. Toutes ces questions seront au centre des préoccupations internationales au cours des mois et des années à venir.

Nous pensons que le partenariat est le seul moyen d'apporter des réponses à ces questions. C'est pourquoi nous attachons une telle importance à nos relations avec nos partenaires dans le monde, mais c'est aussi pourquoi le multilatéralisme nous tient tellement à cœur. Nous soutenons pleinement les institutions de gouvernance mondiale telles que les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce. Nous voulons œuvrer avec nos partenaires au renforcement de ces organisations et de l'ordre multilatéral à base de règles qu'elles défendent.

L'histoire de l'Union européenne n'est pas terminée. Nos institutions et nos compétences évoluent encore, et cela est vrai dans le domaine de la politique étrangère plus qu'ailleurs. Il est d'ores et déjà évident que, pour nos interlocuteurs, nous ne sommes plus seulement le partenaire purement commercial que nous étions autrefois. Ils perçoivent le poids stratégique d'une coopération plus étroite avec nous, tout comme nous percevons le poids stratégique d'une coopération plus étroite avec eux.

De la même manière, les citoyens de l'Union européenne attendent de leurs dirigeants qu'ils placent l'Europe au devant de la scène internationale. Ils veulent que nous améliorions la qualité, non seulement de leur vie et de celle de nos voisins, mais aussi de celle de tout un chacun.

Tel est donc notre objectif pour les 50 prochaines années: tirer parti des acquis des 50 dernières années — notre richesse, notre paix et notre expérience — non seulement pour conserver notre niveau de vie, mais également pour en faire bénéficier les autres.

Fernand Leduc: du Refus global aux Microchromies

RENÉ VIAU

Critique d'art et auteur de nombreux ouvrages sur des artistes québécois

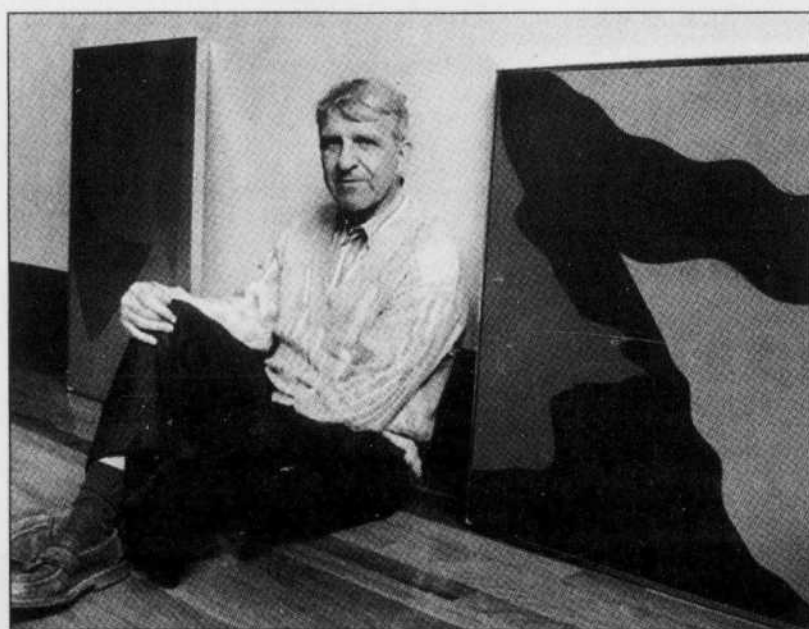
À 90 ans, Fernand Leduc s'est réinstallé au Québec. Après avoir reçu un doctorat honorifique de l'Université du Québec, après l'exposition et le catalogue que lui a consacré le Musée du Québec l'été dernier, il vient de recevoir l'un des Prix du Gouverneur général en arts visuels.

Sa peinture ne se livre pas facilement. On croit d'abord être devant des toiles d'une seule couleur. Mais à y regarder de près, nous sommes davantage transportés devant un monde pictural plus proche de Monet ou de Turner que de toute austérité minimale.

Ces *Microchromies*, titre de ses œuvres «apparues» en 1970, que de fois nous en avons discuté. L'avoir vu travailler et avoir fréquenté son atelier — Leduc est mon beau-père — m'a certainement aidé à mieux comprendre sa peinture exigeante.

Avec sa compagne Thérèse Renaud, poète, aussi comme lui signataire du *Refus global*, décédée en décembre 2006, Leduc avait, en Italie, transformé en atelier un pressoir à olives abandonné. Ils se rendaient là, à la frontière entre la Ligurie et la Toscane, six mois par année. Comme par osmose, la lumière de ce lieu, vibrant des reflets des montagnes de marbre de Carrare s'alliant aux effluves de la Méditerranée toute proche, s'imprimait sur les toiles de Leduc.

«Au fond je suis un peintre impressionniste, dit-il. Ce n'est pas parce que



Fernand Leduc, entouré de deux de ses œuvres, en 1990

ma peinture est non figurative qu'elle est coupée du monde où je vis.»

Création et quotidien

Cette peinture est aussi marquée d'une connivence inédite entre création et vie quotidienne. On voyait Fernand abandonner son chevalet ou sa table de travail pour des travaux dans son jardin. Mais il retournait à la peinture, approfondissant une relation intime et constante.

Une fois notre regard happé, l'œil décèle sur la toile ou la feuille des mouvements à peine perceptibles au début. Des pulsions, des variations de tons se font jour sur une surface que l'on croyait unie. La richesse des

nuances, des rapports de couleurs et d'intensités nous saisit. Avec leurs zones qui semblent palpiter, les pastels illustrent de façon plus évidente cette manière de peindre. Les peintures à l'acrylique sont aussi constituées de superpositions colorées qui réagissent entre elles.

Que reste-t-il aujourd'hui de l'automatisme auquel Leduc a été lié? «Une purge. Une sorte de déblocage. Un acquis pour aborder chaque tableau à venir. Loin d'être une technique, l'automatisme a été pour moi une éthique, une exigence de comportement et surtout une pensée globale. En peinture, cette purge m'a appris à dépasser tout préjugé. À me retrouver

chaque fois devant la toile, toujours en état d'aventure.»

Réfléchissant l'ambiance de ces paysages qui les nourrissent, ses *Microchromies* affichent un climat apaisé. Nous sommes loin des explosions picturales déchirant le ciel de la «grande noirceur».

Paris, Montréal

Après la publication du *Refus Global* en 1948, qu'il signe avec ses camarades Gauvreau, Riopelle, Mousseau, Françoise Sullivan..., Leduc s'éloigne de Borduas. Leduc, qui est alors à Paris, tente de dédramatiser, de pacifier sa peinture. Prémonition de sa recherche actuelle? Il déclare au poète Claude Gauvreau, en 1950, vouloir «créer des œuvres libérantes harmonieuses, ordonnées, reflètes de la liberté, de l'harmonie, de l'ordre intérieur».

À l'été 1950 il est à l'île de Ré. Éclaircies, s'inspirant de l'horizon, de l'architecture des chais et des mouvements de la mer, ses œuvres sur papier puisent au milieu, au climat ambiant.

À Paris depuis 1947, les Leduc retournent en 1953 à Montréal. Organisées mais toujours fluides, les constructions occuperont le papier ou la toile en pavés, plages ou galet. L'accident, le geste spontané font alors place à la structuration. «Plasticien», Leduc s'accroche aux angles et aux plans. Ses tableaux se font géométriques.

Il est de nouveau à Paris en 1959. Tensions. Assouplissement. 1965 à 1969: équilibres entre formes organiques se levant et s'interpénétrant. Il dépeuple. Couleurs vives en contrastes. Ces couleurs vont fusionner.

1970: les formes s'estompent. La lumière devient le sujet de ses œuvres.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précorat (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cinéma Culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durrissac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derone, Patrick Cossotte (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zaida, INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaujeu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LES ACTUALITÉS

SCRUTIN

Si les prédictions de DemocraticSpace s'avèrent, ce sera le pire score du PQ depuis 1970

SUITE DE LA PAGE 1

le premier ministre des Québécois pour les prochaines années. Un résultat aussi serré conduira sans doute à plusieurs seconds dépouillements et, dans l'attente des résultats définitifs, Jean Charest, qui est encore techniquement premier ministre, continuera à gouverner, et ce, même si l'a pas de victoire assurée.

Certains, dont le constitutionnaliste Henri Brun, de l'Université Laval, qui a déjà conseillé le Parti québécois, ont même souligné la possibilité que, même si les libéraux de Jean Charest arrivaient en deuxième place ce soir, ils pourraient réclamer au lieutenant-gouverneur Lise Thibault de continuer à gouverner. Le politologue Vincent Lemieux croit aussi que c'est une possibilité.

Jean Charest pourrait choisir de prendre l'initiative, dit-il. Certes, si le PQ a beaucoup plus de sièges que le PLQ, «il ne s'accrochera pas ainsi». Mais si la différence de sièges est très tenue, il pourrait faire valoir au lieutenant-gouverneur que ses affinités idéologiques avec l'ADQ et la continuité du pouvoir lui permettraient de former un gouvernement plus solide. Le chroniqueur John Ibbittson, du *Globe and Mail*, parlait même cette semaine d'un «devoir» pour M. Charest d'essayer d'y arriver, et ce, même si l'arrive second en nombre de siège. «Il y a de bonnes chances que M. Charest reste au pouvoir, même si l'arrive pas premier», écrivait Ibbittson.

L'entourage de Jean Charest a refusé de commenter ce scénario hier, mais ne l'a pas écarté non plus. «Le problème ne se posera pas puisque le Parti libéral aura une majorité de sièges», s'est borné à dire Hugo D'amours, hier. Au PQ, le scénario a paru tout simplement farfelu. «On n'est plus au XIX^e siècle! Ce serait un coup d'État ou quoi?», s'est écriée une conseillère d'André Boisclair, hier, qui a confié avoir lu «ici et là» des articles sur le sujet. Questionné à ce sujet, le candidat péquiste dans Marie-Victorin, Bernard Drainville, s'est montré très affirmatif: «La règle, dans notre système, c'est que c'est le parti qui a le plus de sièges qui forme le gouvernement, point à la ligne.»

Mais faire un tel geste pourrait coûter cher à Jean Charest, souligne le politologue Réjean Pelletier, de l'Université Laval, spécialiste du parlementarisme. Tout devient politique à un moment donné en régime britannique, a-t-il fait remarquer, et les conventions prennent rapidement le dessus. Chose certaine, une telle initiative pourrait lui nuire et en plus, «il risquerait d'être battu dès le premier vote de confiance en chambre», ajoute M. Pelletier.

Si les deux partis principaux obtenaient une égalité de sièges, comme le prévoit le modèle mathématique HKDP, tout serait plus simple. Jean Charest arguerait sans doute «la continuité», et probablement, la pluralité des voix. M. Charest parle d'ailleurs souvent du fait qu'en 1998, il a obtenu la pluralité des voix, bien que Lucien Bouchard ait emporté la majorité des sièges. Le PQ retournerait sans doute alors, souligne M. Pelletier, que le gouvernement a été désavoué lors qu'il a été mis en minorité de sièges lors de l'élection.

Parti québécois

Par ailleurs, si la composition du gouvernement minoritaire reste matière à conjecture, à terme, néanmoins, «il y aura [finalement] un parti de trop», croit Alain G. Gagnon, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes à l'UQAM. Lequel? Le PLQ? Le PQ? «On n'est pas certain, il y a un doute important», a-t-il lors d'un entretien avec la Presse canadienne, hier.

Si ces prédictions de DemocraticSpace s'avèrent et que le PQ recueille 29,9 %, ce sera son pire score depuis 1970. A cette époque, le PQ avait fait élire sept députés en recueillant 23,06 %. À l'élection de 1973, le PQ avait obtenu un député de moins, mais en augmentant son appui à 30,22 %. Dans l'organisation du PQ, hier, on soutenait que les époques ne sont pas comparables: «Tout est segmenté aujourd'hui: les habitudes d'écoute à la télé, les goûts, etc.» D'autres au PQ soulignent qu'il y a aujourd'hui — contrairement à l'époque — des souverainistes dans les autres partis.

Au reste, selon M. Gagnon, la volatilité actuelle de l'électorat a des causes bien précises. Au Québec, les électeurs se mobilisent habituellement autour d'enjeux particuliers, comme la dynamique fédéral-provinciale. Cependant, dans cette campagne, les Québécois ont moins de raisons de se plaindre d'Ottawa, qui a accédé à certaines doléances provinciales, telles que la reconnaissance de la nation québécoise et une place à l'UNESCO.

«Le Parti québécois a beaucoup de difficulté à présenter le gouvernement canadien soit en usurpateur, soit comme le grand frère qui veut imposer ses diiktats.» Par ailleurs, le PLQ «a perdu une base de sa clientèle naturelle» et a du mal à percer chez les francophones depuis la fin de l'ère Bourassa. Il risque de devenir le parti des non-francophones. «C'est un peu bizarre, on aurait cru qu'il aurait pu profiter de ces avancées [avec le fédéral], a commenté M. Gagnon. Les Québécois n'ont pas vraiment confiance en M. Charest et en son équipe» en raison des revirements de la position gouvernementale devant la grogne populaire au cours du dernier mandat. Enfin, l'ADQ constitue la «voie du centre, ni à droite ni à gauche», un parti doté d'un programme «parfois simple, parfois simpliste», avec des «valeurs sûres», a détaillé l'universitaire de l'UQAM, Mario Dumont, «c'est un Pierre Marc Johnson, 20 ans après son arrivée sur la scène politique», a soutenu M. Gagnon, en référence au bref mandat du chef péquiste qui prônait l'«affirmation nationale», en 1985. C'est un «affirmationniste, pas un indépendantiste». Le leader adéquate réussit ainsi à rallier les franges affirmationnistes que l'on peut discerner autant au PQ qu'au PLQ, mais il est trop tôt pour présumer qu'elles resteront fidèles, au dire de l'universitaire.

Le Devoir

Avec la presse canadienne

URNES

SUITE DE LA PAGE 1

Mme Régnier a d'ailleurs fait valoir que les chiffres dévoilés dans les derniers sondages permettent d'espérer une recrudescence marquée du nombre d'électeurs qui se rendront dans l'isoloir en ce jour de scrutin. «C'est une bonne nouvelle, parce que les gens pourraient bien être plus portés à sortir de chez eux et à aller voter, estime-t-elle. Et les gens s'intéressent à la politique, alors c'est sûr que ça a un impact sur la participation. Plus on en parle, plus il y a de chances qu'ils aillent voter.»

Concrètement, 5 037 010 d'électeurs sont conviés aux urnes aujourd'hui. Un nombre record de 571 754 ont déjà voté par anticipation, soit le double de l'élection de 2003. «On souhaite que la participation au vote par anticipation soit garante de la participation générale», a dit hier Myriam Régnier. Pour stimuler la mémoire des électeurs, plus de 3,6 millions de cartes de rappel ont été distribuées durant les derniers jours, par la poste, dans les 125 circonscriptions du Québec.

La Fédération étudiante collégiale du Québec, la Fédération étudiante universitaire du Québec, Force jeunesse, la Table de concertation des Forums Jeunes régionaux du Québec, Equiterre et Greenpeace ont aussi lancé un appel conjoint aux jeunes pour qu'ils aillent voter. Ces organisations jeunesse ont rappelé que le taux de participation des jeunes aux élections provinciales «est à son plus bas [niveau] depuis les 80 dernières années, selon les estimations du Directeur général des élections du Québec». Elles ont aussi souligné que, lors de la dernière campagne électorale provinciale, en 2003, le taux de participation des jeunes aurait diminué de près de 8 % par rapport à celle de 1998.

Faire sortir le vote

Dans ce contexte, les différents partis ont affirmé hier que leur capacité à «faire sortir le vote» en leur faveur constituerait la clé de la réussite dans plusieurs circonscriptions chaudes. Toutes les formations ont précisé que le succès de cette journée se jouerait effectivement «à l'échelle locale» et reposait entre les mains des bénévoles qui seront à pied d'œuvre. Tant au Parti libéral, au Parti québécois ou à l'Action démocratique, chacun assure qu'il peut compter sur une solide équipe de bénévoles pour aller chercher le vote du plus de partisans possible. Les péquistes,

par exemple, en déploieront environ 15 000. Il n'a pas été possible d'obtenir de chiffre pour les autres formations.

L'attaché de presse de l'Action démocratique, Guy Leroux, a toutefois admis que sa formation ne disposait pas d'une machine aussi imposante que ses adversaires. «C'est sûr que, comme parti, on a moins de ressources financières, on a moins de ressources humaines, on est moins équipés que les autres partis, a-t-il expliqué. Mais on s'active le plus possible avec ce qu'on a pour faire sortir le vote au maximum dans chacun des comtés.»

«Ce sera une élection très intéressante à suivre un peu partout», a ajouté M. Leroux. Intéressante et probablement longue, a précisé la porte-parole du DGE, Myriam Régnier. Les résultats devraient en effet se laisser désirer. «On ne peut pas donner d'heure maximale pour la divulgation des résultats. Même si les bureaux de vote ferment 30 minutes plus tôt qu'en 2003, soit à 20h, étant donné que la lutte est assez serrée, les télédiffuseurs ne pourront pas annoncer que «si la tendance se maintient» très tôt», a-t-elle souligné.

Près d'une trentaine de circonscriptions devraient en effet se jouer par un écart de moins de 5 % des voix. Ainsi, selon Mme Régnier, dans certaines circonscriptions, «même si les résultats de plusieurs [bureaux de vote] seront connus, les résultats d'un seul bureau de vote pourraient parfois faire la différence». Sans compter les possibles demandes de recomptage qui pourraient survenir par la suite.

Blitz du dimanche

Raison de plus, pour les chefs des partis, pour faire un blitz de fin de campagne des plus intenses. Le chef du Parti libéral, Jean Charest, a fait des arrêts dans huit circonscriptions où les luttes s'annoncent serrées, afin de fouetter ses troupes. Il en a profité pour lancer un ultime appel aux électeurs qui ne veulent pas replonger dans un débat référendaire, mais aussi pour insister sur l'affaiblissement du Québec dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire.

Le chef péquiste, André Boisclair, a pour sa part mis un terme à sa campagne en sillonnant les circonscriptions montérégiennes de Soulanges, Crémazie, Marguerite-d'Youville, Shefford et Chambly, des circonscriptions où la lutte des partis est vive pour l'emporter ce soir. À l'occasion de son dernier point de presse quotidien de la campagne électorale, M. Boisclair a hier lancé un ultime appel au vote, mettant à nouveau les Québécois en garde contre «la colère, le cynisme et la protestation» qu'exploite l'Action démocratique pour gagner des appuis.

Le chef adéquite, Mario Dumont, a courtisé les

électeurs de trois circonscriptions libérales où les chances de l'ADQ de l'emporter apparaissent nulles au moment du déclenchement des élections. Il est passé dans Jean-Talon, où se présente le ministre de la Santé et Services sociaux, Philippe Couillard, puis dans Louis-Hébert, où c'est Sam Hamad qui cherche à se faire réélire et, enfin, dans Kamouraska-Témiscouata, où le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchard, semble éprouver certaines difficultés. «On est sur le terrain des artisans de l'échec libéral», a dit Mario Dumont.

Par la suite, à Trois-Pistoles, le chef adéquite s'en est pris à Jean Charest, qui «essaie d'inventer des coalitions» entre le PQ et l'ADQ en brandissant «l'épouvantail» du référendum, avant de conclure sa tournée dans son fief de Rivière-du-Loup.

Selon le politologue Jean-François Lisée, cet incontournable blitz de la dernière chance peut peser dans la balance, surtout chez les indécis, à qui on veut absolument envoyer «un signal» en étant présent «chez eux», dans leur circonscription. Il sert aussi à «donner de l'énergie aux militants locaux pour faire sortir le vote». L'idée, selon lui, est de démontrer que «le chef travaille jusqu'au dernier instant, jusqu'à la dernière goutte de sueur».

«En fin de campagne, il y a une proportion de gens qui n'ont pas pris de décision finale et qui peuvent être influencés par un appel de vote stratégique, a-t-il expliqué. Par exemple, ce n'est pas vain de la part de M. Charest de demander un mandat fort, de dire que ça lui prend un gouvernement majoritaire. On veut aller chercher certains électeurs libéraux qui pourraient être tentés par l'Action démocratique.» M. Lisée estime en outre qu'«au moins 5 % des électeurs prennent leur décision au bureau de scrutin, donc on peut les influencer jusqu'au dernier moment».

Aujourd'hui, les trois chefs doivent se rendre voter en avant-midi, dans leurs circonscriptions respectives, avant de prendre la parole plus tard en soirée devant leurs partisans, après l'annonce des résultats. M. Charest doit demeurer à Sherbrooke pour le grand rassemblement électoral qui se tiendra à l'Hôtel Delta. Les péquistes se réunissent quant à eux au Club soda, à Montréal, tandis que les adéquistes tiennent leur plus important rendez-vous partisan à Rivière-du-Loup. Ces trois formations tiennent d'autres rassemblements ailleurs en province. Québec solidaire convie ses partisans au Théâtre Plaza, à Montréal. Le Parti vert se réunira au Pub Quartier Latin, également à Montréal.

Le Devoir

IDENTITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

égalité avec Nicolas Sarkozy, la candidate n'entend pas abandonner le thème de l'identité nationale à son adversaire, pas plus qu'à Jean-Marie Le Pen.

L'identité nationale n'est «pas quelque chose de dépassé politiquement», dit-elle. Au contraire, «c'est très important d'avoir reconquis le droit de chanter la Marseillaise pour la gauche qui avait cru un moment devoir l'abandonner à l'extrême droite.» Selon cette fille de militaire, qui confiait récemment son admiration pour Jeanne d'Arc, «c'est parce que nous sommes fiers de notre identité nationale que nous pouvons être accueillants à tous les autres.»

Est-ce un hasard si, le même jour, la candidate était de passage au camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, d'où furent déportées 10 000 personnes entre 1939 et 1942? Il faut «être au clair» sur son passé, a-t-elle déclaré, «pour construire l'avenir». Dans la journée, à Marseille, elle a même poussé l'hérésie jusqu'à faire un vœu à Notre Dame de la Garde, dont le sanctuaire domine la ville. Un vœu qu'elle a gardé «secret pour qu'il se réalise». Et la candidate du très laïc Parti socialiste d'ajouter: «Vous saviez que les filles de Jean Jaurès avaient fait leur communion?»

Ségolène Royal n'avait-elle pas annoncé le 15 mars qu'elle entendait reprendre toute sa «liberté» par rapport à un parti socialiste souvent identifié à la langue de bois? Certains de ceux que l'on surnomme les «éléphants» du parti ont donc dû s'étouffer dans leur barbe la semaine dernière. À Correns, même ses plus proches collaborateurs n'avaient pas été prévenus que la candidate allait brandir le drapeau français. Ségolène Royal est d'ailleurs la première candidate socialiste depuis 33 ans à tenir une assemblée à Nice, un bastion de la droite et de l'extrême droite où elle a attiré 2500 personnes.

«Ce réveil des valeurs fondatrices du «séguisme» sonnera comme un signal d'alerte à l'oreille de tous ceux qui l'avaient un peu vite enterré», reconnaissait samedi le quotidien de droite *Le Figaro*. «Je suis heureux d'avoir montré le chemin», ironisait de son côté Nicolas Sarkozy. La semaine précédente, le candidat de l'UMP avait soulevé un véritable tollé en annonçant la création d'un ministère de l'Immigration et de l'identité nationale, une mesure par ailleurs approuvée par 55 % des Français selon un sondage du *Figaro*.

De retour des Antilles, le ministre de l'Intérieur persiste et signe. «Je continuerai à parler de notre identité nationale, car je crois que l'identité, pour un peuple, c'est quelque chose d'essentiel», a-t-il déclaré. «À nous contester le droit d'en parler, nous créons les conditions d'une crise identitaire. Et cela, je le refuse.»

Loin de dénoncer l'exploitation du thème de l'identité nationale, les partisans de Ségolène Royal s'en sont plutôt pris à son association avec l'immigration, comme si celle-ci menaçait l'identité française. Ségolène Royal veut «réhabiliter le patriotisme du cœur contre le patriotisme de la peur de Nicolas Sarkozy», dit le socialiste Jean-Marc Ayraut.

Le candidat centriste François Bayrou, qui plafonne dans les sondages après une surprenante performance, a préféré prendre ses distances avec ses deux adversaires. «C'est comme si les thèmes de Jean-Marie Le Pen étaient en train d'envahir l'esprit de ces deux candidats», dit-il. Eh bien moi, ils n'envahissent pas le mien. Sur Radio J, il a soutenu que l'identité nationale ne devait pas être un thème de cette élection présidentielle: «Je ne participerai pas à cette course-poursuite dont on sait où elle commence et dont on devrait savoir aussi où elle peut aller.» Choqué des déclarations de la candidate socialiste, le candidat d'extrême gauche José Bové l'a même accusée de vouloir «américaniser» la France «par l'exposition du drapeau français à toutes les fenêtres».

Sujet délicat s'il en est dans un pays qui a connu

sens de l'événement». C'est pourquoi il s'est servi de «l'effet «Rashomon», mieux connu du milieu cinématographique, qui lui a permis de croiser, pour chaque décision ou événement, le point de vue de chaque participant. *Rashomon*, un film réalisé en 1950 par le Japonais Akira Kurosawa, raconte l'histoire d'un viol et d'un crime survenus au Japon par les yeux de différents personnages dont les versions ne coïncident pas. «J'ai pu apercevoir la faille des analyses précédentes», soutient-il.

C'est ainsi qu'il a notamment découvert, à sa grande surprise, que lors de la signature des accords de Munich, en 1938, qui cédaient aux nazis la Tchécoslovaquie sans presque rien demander en échange, sinon de vagues promesses de paix, Hitler était plutôt furieux alors qu'il aurait dû se réjouir. «Pour l'Angleterre, la France ou les États-Unis, la paix était sauve. Or nous avions la version occidentale des faits. Quand on la compare aux archives allemandes, on se rend compte que Hitler ne voulait pas de concessions. Ce qu'il voulait, c'était la guerre. Voilà pourquoi il était mécontent», explique Marc Ferro.

Parce qu'elle lui permet de voir l'expression et les gestes des personnages, sa méthode cinématographique lui donne plus de sensibilité. L'historien cite en exemple ce regard éfaré des Allemands, en septembre 1941, qu'il avait pu déceler en visionnant les archives audiovisuelles. Alors qu'ils attaquaient l'URSS, les Allemands s'étaient surpris de voir que les Russes avaient des tanks, les célèbres T-34, plus puissants que les leurs. «La tête qu'ils faisaient! Ils se demandaient comment ces Slaves, qu'ils jugeaient inférieurs, avaient pu avoir ces tanks», note-t-il.

Toutefois, il se défend bien de baser son analyse uniquement sur la psychologie des protagonistes, ce qui ouvrirait la porte à l'interprétation. «Je ne limite pas l'action des personnages à cette disposition psychologique, j'en donne tous les détails. Je ne vois pas pourquoi il faudrait éliminer cet aspect des choses», affirme-t-il.

les camps et la déportation, le thème de l'identité nationale a envahi les tribunes de la presse française. «En associant, dans l'intitulé d'un futur ministère, les notions d'immigration et d'identité nationale, M. Sarkozy donne de cette dernière une vision statique, qui renvoie les immigrés à leur statut d'étrangers», écrit Thomas Ferenczi dans *Le Monde*. Simone Veil a raison de préférer la notion d'intégration, qui marque une volonté d'accueil.

Dans la même veine, l'écrivain sénégalais Fatou Diome écrivait: «Être français, ce n'est pas quelque chose que l'on prouve dans un laboratoire avec des cobayes, c'est une conviction, l'adhésion à une communauté de valeurs. En ce domaine, la coercition est non seulement un moyen d'exclusion mais également un aveu d'échec.»

Au contraire, l'immigration remet en question l'unité nationale, selon l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy Maxime Tandonnet. «Les mouvements de populations de cette ampleur se traduisent par des phénomènes de fragmentation, et de ghettoïsation», écrit-il dans le *Figaro*. Ce qui est en cause, c'est l'unité nationale. Selon le directeur de recherche de l'Institut de Science politique, André Gréjebine, la création d'un tel ministère demeure très «ambiguë», même si la France doit, dit-il, renouer avec un modèle d'intégration parfois «stigmatisée comme discriminatoire, voire raciste».

Dans ses dernières assemblées, la candidate socialiste s'en est prise à la mise en détention cette semaine d'une directrice de maternelle qui s'était opposée à l'arrestation d'un sans-papiers venu chercher ses petits-enfants dans une école du quartier parisien de Belleville. Pris à partie par les parents, les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes. Inexpulsaire puisqu'il a des enfants français, le sans-papiers a été aussitôt relâché. «Ca n'est pas ça, la France que nous voulons», a dit Ségolène Royal. Ce n'est pas comme ça qu'on défend l'identité nationale, bien au contraire.»

Correspondant du Devoir à Paris

FERRO

SUITE DE LA PAGE 1

En plus d'avoir été le premier, par une ruse, à avoir consulté les archives du Parti communiste de l'URSS avant 1975, il a aussi vécu l'Occupation de la Deuxième Guerre mondiale et, âgé d'à peine 19 ans, il a résisté au maquis du Vercors, une importante base française des Alpes. A 82 ans, Marc Ferro est une mémoire vivante. Non, mieux, un patrimoine de l'humanité.

Grâce à ce «trésor d'archives» qu'il avait pu analyser, certains faits nouveaux lui étaient apparus. «Mes collègues ne regardent pas les images, j'ai un avantage en ce sens», dit-il humblement. J'ai vu des faits que certains n'avaient pas pu identifier. C'est, si j'ose dire, la raison pour laquelle j'ai écrit ce livre», explique l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, notamment sur l'Islam, le colonialisme ainsi que plusieurs biographies.

Ce n'est toutefois pas pour cette raison qu'il a écrit un livre et coscénarisé un film sur la vie de Philippe Pétain, ce maréchal fondateur du régime de Vichy qui a collaboré activement avec l'Allemagne nazie. «Ça, c'était pour maman. Pour comprendre», dit Marc Ferro en évoquant le souvenir de sa mère juive morte en déportation.

L'effet Rashomon

L'approche de Marc Ferro, qui permet de voir les événements à travers les yeux des protagonistes, doit beaucoup au cinéma. Un peu comme celle des cinéastes qui, grâce à la caméra subjective, nous permettent d'entrer dans la peau du personnage. Cette fois, on a parfois l'impression de se retrouver dans le bunker de Hitler, dans la chambre de Staline ou dans le refuge d'Hirohito.

Pour écrire son dernier livre, Marc Ferro partait de la ferme conviction selon laquelle «un seul regard, une seule approche ne saurait permettre de déceler le

Fellini ou Hérodote?

Bien que le cinéma occupe une place importante dans ses travaux, Marc Ferro s'intéresse au septième art comme outil d'analyse rendant les sociétés plus intelligibles. «Je ne me considère pas comme un cinéophile. Le cinéma m'intéresse parce qu'il m'apportait d'autres sources de réflexion et qu'il m'aiderait à être un meilleur historien», dit-il, toujours miu par cette recherche de la vérité.

Il a pourtant adoré *À nous la liberté* de René Clair (1931), *Les Enfants du paradis* de Marcel Carné et le grand classique *Casablanca*. Pour ses travaux, l'historien a plutôt préféré s'inspirer du film *Le Troisième Homme* de Carol Reed et de *La Grande Illusion* de Jean Renoir, ce cinéaste qui a inspiré la Nouvelle vague et qui a redonné au septième art ses lettres de noblesse. Le cinéma avait longtemps été dénigré par les élites parce qu'il ne déformait pas la réalité et ne pouvait donc pas être une œuvre d'art.

A leur manière, les Russes l'ont vite revalorisé et encore aujourd'hui, *Le Cuirassé Potemkine*, du grand réalisateur Sergueï Eisenstein, demeure un film phare pour ce spécialiste de l'histoire russe. «Il y a beaucoup de fiction et de fausses archives, mais elles ont une valeur historique qu'il ne faut pas dénigrer. L'important est de ne pas se faire piéger», croit Marc Ferro.

«Et, bien qu'il y ait des parties inventées, ce film explique mieux la révolution de 1905 que tous les textes que vous avez pu lire. Parfois, la fiction peut être plus vraie que vraie», explique-t-il. Là-dessus, son réalisateur fétiche, Jean Renoir, lui donnerait certainement raison. Lui qui a toujours clamé que «l'art du cinéma consiste tout simplement à s'approcher de la vérité des hommes».

Le Devoir

Marc Ferro sera à Montréal du 1^{er} au 4 avril prochain. Il prononcera une conférence aux Belles Soirées de l'Université de Montréal le 3 avril.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 500, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, Québec, Québec, H3C 1G3.

L'Agence Presse-Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390